

ANALYSE COMPARATIVE DES PERCEPTIONS ÉLUS-CITOYENS ET LEVIERS D'ACCÉLÉRATION

Transition énergétique et élections municipales 2026

87 % des Français en feront un critère de vote en 2026



Résultats de l'enquête Ipsos pour Idex et Villes de France
Édition 2025





SOMMAIRE

Avant-propos	4
Édito	5
7 enseignements clés de l'Observatoire 2025	6
La nouveauté méthodologique 2025	8
Le rôle du Conseil Scientifique	8
Le contexte des élections municipales de 2026	9
1 / Synthèse des leviers d'action par le Conseil scientifique	11
François GEMENNE	
Les élus et citoyens n'adhèrent pas au backlash écologique	12
Frédérique MACAREZ	
L'équation impossible des maires : 87 % de pression électorale, des milliards d'euros en moins	14
Benjamin FREMAUX	
La fracture budgétaire : 77 % des maires ouverts aux partenariats entre public et privé	16
Brice TEINTURIER	
La transition invisible : 92 % des maires agissent, 59 % des citoyens l'ignorent	18
Christine LAVARDE	
Réconcilier fin du mois et fin du monde : 68 % des Français intéressés par les réseaux de chaleur	20

2 / Analyse détaillée des résultats	23
Une urgence partagée, des priorités à aligner	24
La rénovation du bâti : levier N°1, enjeu électoral et fracture financière	28
Les préoccupations énergétiques : entre économie et écologie	32
Nouveaux modèles de financement : du CPE au financement participatif, les solutions existent	36
Le mandat citoyen : une attente d'ambition sous-estimée	40
Le paradoxe de l'action : agir n'est pas suffisant	44
3 / 5 recommandations stratégiques pour les élus à l'approche de 2026	49
Adopter le CPE et le tiers-financement pour agir sans CAPEX	50
Mobiliser le financement participatif pour transformer les citoyens en partenaires	50
Élever le niveau d'ambition pour répondre aux 87 % d'attente citoyenne	51
Comblé le fossé de perception par une communication continue et incarnée	52
Incarner la figure du 'maire bâtisseur' de la résilience territoriale	53
Annexe	54
Volet citoyens	54
Volet élus	57
Remerciements	60
À propos d'Idex	60





Un an après le lancement de notre premier Observatoire de la Transition Énergétique des Territoires, nous sommes heureux de vous présenter cette nouvelle édition.

Si l'an dernier nous constatons que « la transition énergétique est aujourd'hui au cœur des préoccupations des collectivités territoriales », cette année marque un tournant décisif : celui de l'alignement entre ambition et action.

Face au triple défi climatique, énergétique et économique, les collectivités locales doivent transformer les intentions en réalisations concrètes. Pour cette édition 2025, nous avons franchi une étape méthodologique majeure en confrontant, pour la première fois, **la vision des élus à celle des citoyens**. Cette approche inédite révèle des convergences mais aussi des décalages qui constituent autant d'opportunités pour accélérer la transition.

Les résultats de cette étude dessinent les contours d'un véritable mandat citoyen pour l'action. La transition énergétique s'impose comme un enjeu démocratique de premier ordre, souvent sous-estimé par les décideurs publics. Ce décalage entre les attentes des citoyens et la perception qu'en ont les élus appelle une réponse à la hauteur des enjeux.

Cette nouvelle édition de l'Observatoire se veut un outil d'aide à la décision pour tous les acteurs territoriaux. **L'heure n'est plus à la prise de conscience, mais à l'action collective.** C'est en mobilisant l'ensemble des forces vives – collectivités, citoyens, entreprises – que nous parviendrons à relever ce défi majeur de notre temps.

Édito

La transition énergétique territoriale est désormais une réalité en marche. Avec cette nouvelle édition de l'Observatoire, nous franchissons une étape décisive dans la compréhension des dynamiques à l'œuvre dans nos territoires.

Pour la première fois, nous mettons en perspective la parole des élus avec celle des citoyens. Cette approche inédite nous permet de mesurer non seulement l'action, mais aussi sa perception et son acceptabilité. Elle révèle des convergences puissantes mais aussi des décalages de perception qui constituent autant d'opportunités pour accélérer la transition énergétique.

Les résultats sont sans appel : 87% des Français considèrent la transition énergétique comme un facteur déterminant pour leur vote aux municipales de 2026. Ce chiffre, bien supérieur aux anticipations

des élus, témoigne d'un mandat citoyen clair pour l'action.

Chez Idex, nous sommes convaincus que c'est par l'alliance entre public et privé, dans le respect des prérogatives de chacun, que nous réussirons la décarbonation de nos territoires. Notre engagement financier sans précédent – multiplié par huit en huit ans – démontre notre confiance dans ces projets de long terme.

Cette édition 2025 de l'Observatoire se veut un outil d'aide à la décision pour tous les acteurs territoriaux. Elle met en lumière les leviers d'action les plus efficaces et les conditions de leur acceptabilité. Je vous souhaite une lecture inspirante.

Benjamin FREMAUX,
Président d'Idex



Cette édition 2025 de l'Observatoire se veut un outil d'aide à la décision pour tous les acteurs territoriaux. Elle met en lumière les leviers d'action les plus efficaces et les conditions de leur acceptabilité.

L'Observatoire de la Transition Énergétique des Territoires franchit cette année une étape méthodologique majeure en confrontant les perceptions des citoyens et des élus. Cette approche systémique nous permet de dépasser les analyses sectorielles pour embrasser la complexité des écosystèmes territoriaux.

Les résultats sont riches d'enseignements. Ils révèlent une attente citoyenne forte, parfois sous-estimée par les décideurs, mais aussi des convergences remarquables sur les priorités d'action. Ce dialogue entre élus et citoyens, même indirect, dessine les contours d'un consensus possible pour accélérer la transition.



Les résultats sont riches d'enseignements. Ils révèlent une attente citoyenne forte, parfois sous-estimée par les décideurs, mais aussi des convergences remarquables sur les priorités d'action.

Le Conseil Scientifique que j'ai l'honneur de présider a veillé à la rigueur méthodologique de cette étude et à la pertinence de ses analyses. Notre ambition est de contribuer à une transition énergétique territoriale qui soit à la fois ambitieuse, juste et acceptable.

À l'heure où les conséquences du changement climatique se font sentir avec une acuité croissante, cet Observatoire offre des clés de compréhension et d'action précieuses pour tous les acteurs engagés dans la transformation de nos territoires.

François GEMENNE,
Président du Conseil Scientifique



7 enseignements clés de l'Observatoire 2025



ENSEIGNEMENT N°1

Un mandat citoyen massif et sous-estimé

87% **des Français** feront de la transition énergétique un critère déterminant de leur vote aux municipales 2026
MAIS seuls **64% des maires** anticipent cette priorité

23 points d'écart - un angle mort stratégique majeur

ENSEIGNEMENT N°2

Le paradoxe de l'action invisible

92% **des collectivités** se déclarent actives en matière de transition énergétique
MAIS seuls **41% des citoyens** le perçoivent

59% des Français ignorent ou doutent de l'engagement de leur commune

ENSEIGNEMENT N°3

La contrainte budgétaire, obstacle n°1

69% **des maires** placent le besoin d'aides financières en tête de leurs priorités
57% **des citoyens** sont bloqués par le coût trop élevé des travaux de rénovation

La fracture est économique, pas idéologique

ENSEIGNEMENT N°5

Le coût de l'énergie, préoccupation dominante

72% **des citoyens** et **83% des élus** placent le coût de l'énergie comme préoccupation n°1

49% **des Français** refusent tout surcoût pour une énergie locale

L'acceptabilité est conditionnée à la stabilité financière

ENSEIGNEMENT N°6

Des priorités à aligner

Top 3 citoyens

51 % Valorisation énergétique des déchets
47 % Rénovation des bâtiments publics
35 % Réseaux de chaleur renouvelable

Top 3 élus

57 % Rénovation des bâtiments publics
45 % Développement du solaire
29 % Réseaux de chaleur renouvelable

Convergence sur la rénovation, décalage sur les infrastructures structurantes

ENSEIGNEMENT N°7

Une demande d'implication citoyenne

60% **des citoyens** souhaitent être davantage impliqués dans les décisions locales de transition énergétique

85% **des élus** comptent impliquer davantage leurs administrés **MAIS** seuls **28%** envisagent une gouvernance partagée (SEM, coopératives)

Nécessité de passer de la consultation à la co-construction

ENSEIGNEMENT N°4

Une ouverture inédite aux partenariats

77% **des maires** se disent prêts à envisager davantage de partenariats public-privé si les financements nationaux diminuent

45% **des citoyens** sont intéressés par des placements financiers dans des projets locaux d'énergies renouvelables

Convergence d'intérêts pour de nouveaux modèles de financement



La nouveauté méthodologique 2025

Une nouvelle approche pour des enjeux renforcés

L'édition 2025 de l'Observatoire de la Transition Énergétique des Territoires marque une rupture méthodologique majeure.

Pour la première fois, nous confrontons la vision des élus et des cadres territoriaux à celle des citoyens. Cette approche inédite nous permet de passer d'un diagnostic expert à une analyse systémique de l'écosystème territorial.

Notre démarche s'appuie sur deux volets complémentaires :

- **Une enquête citoyens** réalisée par Ipsos auprès de 2 000 Français représentatifs de la population, interrogés du 16 au 18 juin 2025
- **Une enquête élus** et cadres territoriaux réalisée auprès de 502 responsables de collectivités à l'automne 2025

Cette confrontation des perceptions nous permet de mettre en lumière les **convergences et les divergences** entre décideurs et administrés, offrant ainsi une vision plus complète des dynamiques à l'œuvre dans les territoires.

Le rôle du Conseil Scientifique

Garantir la rigueur et la pertinence des analyses

Pour garantir la rigueur et la pertinence de nos analyses, l'Observatoire s'est doté d'un Conseil Scientifique présidé par François GEMENNE, associant l'ensemble des partenaires. Ce comité a pour mission de :

- Donner un avis sur les orientations de recherche, d'expertise et d'études menées par l'Observatoire
- Valider la méthodologie et la pertinence des analyses
- Garantir l'indépendance et l'objectivité des conclusions
- Définir le calendrier des travaux engagés

Composition du Conseil Scientifique



François GEMENNE

Président du Conseil Scientifique

Politologue et chercheur, spécialiste des questions de gouvernance internationale du climat et des migrations, co-auteur du 6^{ème} rapport du GIEC



Frédérique MACAREZ

Maire de Saint-Quentin, présidente de la communauté d'agglomération du Saint-Quentinois, Vice-présidente de Villes de France



Benjamin FREMAUX

Président d'Idex



Brice TEINTURIER

Directeur général délégué de l'institut IPSOS



Christine LAVARDE

Sénatrice des Hauts-de-Seine

Les analyses et recommandations présentées dans ce document s'appuient sur l'expertise croisée de ces membres, dont les contributions individuelles sont détaillées dans les pages suivantes.



Le contexte des élections municipales de 2026

Une triple tension pour les territoires

La publication de l'Observatoire de la Transition Énergétique Idex - Ipsos - Villes de France 2025 intervient à un moment de convergence critique pour les élus locaux français. Loin d'être un simple baromètre d'opinion, cette étude paraît au cœur d'une véritable tempête pour les exécutifs territoriaux, façonnée par une triple tension qui redéfinit les contours de l'action publique locale.

1. Une pression démocratique intense

À l'approche des élections municipales de mars 2026, la transition énergétique s'est imposée comme un **enjeu électoral de premier plan**, dont l'importance est massivement sous-estimée par les élus eux-mêmes.

Comme le révèle l'étude, **87% des citoyens la jugent importante pour leur vote**, créant un mandat clair et une attente de résultats tangibles qui structureront inévitablement les campagnes à venir.

2. Une contrainte budgétaire sans précédent

Le Projet de Loi de Finances (PLF) pour 2026, élaboré dans un contexte de redressement nécessaire des comptes publics, impose aux collectivités territoriales un effort de maîtrise de leurs dépenses.

Les mécanismes contraignants :

- Reconstitution du dispositif de lissage conjoncturel des recettes (DILICO)
- Stabilisation en valeur de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)
- Réduction annoncée du Fonds Vert (de 2,5 Md€ à 650 M€)

Ces mesures viennent directement contraindre la capacité d'investissement des communes et intercommunalités, au moment même où les besoins pour la transition énergétique sont les plus forts.

3. Une pression politique diffuse

La troisième force est une pression politique née de l'instabilité gouvernementale chronique qui caractérise la scène nationale depuis la dissolution de l'Assemblée nationale en juin 2024.

Cette incertitude au sommet de l'État **renforce le rôle de l' élu local comme pôle de stabilité**, de vision à long terme et d'action concrète. Les citoyens, confrontés à un horizon national trouble, se tournent vers leurs maires pour obtenir des garanties sur l'avenir de leur territoire et la protection de leur quotidien, notamment leur pouvoir d'achat.

Dans ce contexte, la transition énergétique devient un terrain privilégié pour démontrer sa compétence de gestionnaire, de bâtisseur et de protecteur du pouvoir d'achat des administrés.





Synthèse des leviers d'action par le Conseil scientifique

François GEMENNE

Les élus et citoyens n'adhèrent pas au backlash écologique _____ 12

Frédérique MACAREZ

L'équation impossible des maires : 87% de pression électorale, des milliards d'euros en moins _____ 14

Benjamin FREMAUX

La fracture budgétaire : 77% des maires ouverts aux partenariats entre public et privé _____ 16

Brice TEINTURIER

La transition invisible : 92% des maires agissent, 59% des citoyens l'ignorent _____ 18

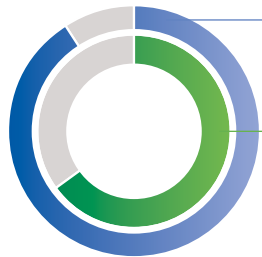
Christine LAVARDE

Réconcilier fin du mois et fin du monde : 68% des Français intéressés par les réseaux de chaleur _____ 20

Les élus et citoyens n'adhèrent pas au backlash écologique

L'analyse des données invalide le récit d'un rejet populaire de l'écologie. Le véritable point de friction n'est pas idéologique, mais économique et de gouvernance. L'alignement des priorités passe par la transformation de la contrainte budgétaire en levier de participation.

Un consensus de conviction majoritaire



91%

des élus, privilégient une énergie propre et locale même si elle coûte plus cher.

65%

des citoyens partagent, en théorie, cette conviction.

Un surcoût prohibitif

La conviction du citoyen se heurte à la réalité du portefeuille



49%

des Français refusent tout surcoût pour une énergie locale, confirmant que la résistance est budgétaire, et non idéologique.

L'opportunité du partage

L'adhésion peut être sécurisée par l'implication

60%

des Français souhaitent être davantage impliqués dans les décisions locales de transition énergétique.

45%

des citoyens se disent intéressés par la possibilité de réaliser des placements financiers dans des projets d'énergies renouvelables locaux

Un potentiel à exploiter



44%

des maires envisagent le financement participatif, qui constitue le levier stratégique pour co-construire l'acceptabilité, contrecarrant ainsi le récit du "backlash" en transformant le citoyen en partenaire actif et investi.

François GEMENNE

Président du Conseil scientifique de L'observatoire Idex, Ipsos, Villes de France, politologue et chercheur, spécialiste des questions de gouvernance internationale du climat et des migrations, co-auteur du 6^{ème} rapport du GIEC

Le « backlash écologique » est un fantôme politique qui masque une double-fracture : celle d'un mandat citoyen que les élus n'entendent pas, et celle d'une action locale que les citoyens ne voient pas.

Le débat public s'est récemment focalisé sur le concept de « backlash écologique ». Mais il faut être clair sur l'origine de ce terme : ce n'est pas un mouvement populaire spontané, c'est une contre-offensive politique et industrielle.

C'est un récit construit par des élites visant à freiner les politiques environnementales en instrumentalisant des angoisses légitimes, notamment le coût de la vie. Ce narratif cherche à créer une « prophétie auto-réalisatrice » du rejet.

Les données de cet Observatoire 2025 n'invalident pas seulement ce récit : elles démontrent que la réalité est à l'opposé. Loin d'un rejet, nous mesurons un mandat démocratique massif : 87% des Français feront de la transition énergétique un facteur déterminant de leur vote en 2026.

La première véritable fracture n'est donc pas celle que l'on croit. Elle ne se situe pas entre les citoyens et la transition, mais entre les citoyens (87%) et la perception qu'en ont les élus, qui n'anticipent cette priorité qu'à 64%. Cet écart de 23 points est un angle mort stratégique, une "spirale du silence" où les élus sous-estiment l'ambition de leurs propres administrés.

C'est ici qu'intervient la seconde fracture, celle qui donne sa force au récit du backlash. Comme le souligne Brice Teinturier, il existe un « paradoxe de l'action invisible » : 92% des collectivités agissent, mais 59% des citoyens l'ignorent ou en doutent. Mon analyse, en tant que politologue, est que ce déficit de perception n'est pas seulement un enjeu de communication ; c'est un enjeu de gouvernance. C'est ce vide pédagogique qui est exploité par la « contre-offensive » : le narratif du backlash prospère sur l'invisibilité de l'action locale.

L'Observatoire révèle que le véritable enjeu, le seul point de tension réel et partagé, n'est pas l'adhésion, mais la contrainte écono-

L'Observatoire révèle que le véritable enjeu, le seul point de tension réel et partagé, n'est pas l'adhésion, mais la contrainte économique.

Le « backlash » n'est pas populaire ; il est budgétaire.

mique. Le « backlash » n'est pas populaire ; il est budgétaire. Citoyens (72%) et élus (83%) convergent sur le coût comme préoccupation première. Ils ne rejettent pas la transition ; ils exigent une transition qui soit un « bouclier anti-inflation », plébiscitant les solutions (68% pour les réseaux de chaleur) qui apportent stabilité (38%) et économies (60%).

Le défi n'est donc plus celui de la conviction. Il est celui de l'alignement : aligner la perception des élus sur le mandat des citoyens, et la perception des citoyens sur la réalité de l'action, pour priver le récit du backlash de l'oxygène dont il a besoin pour exister.

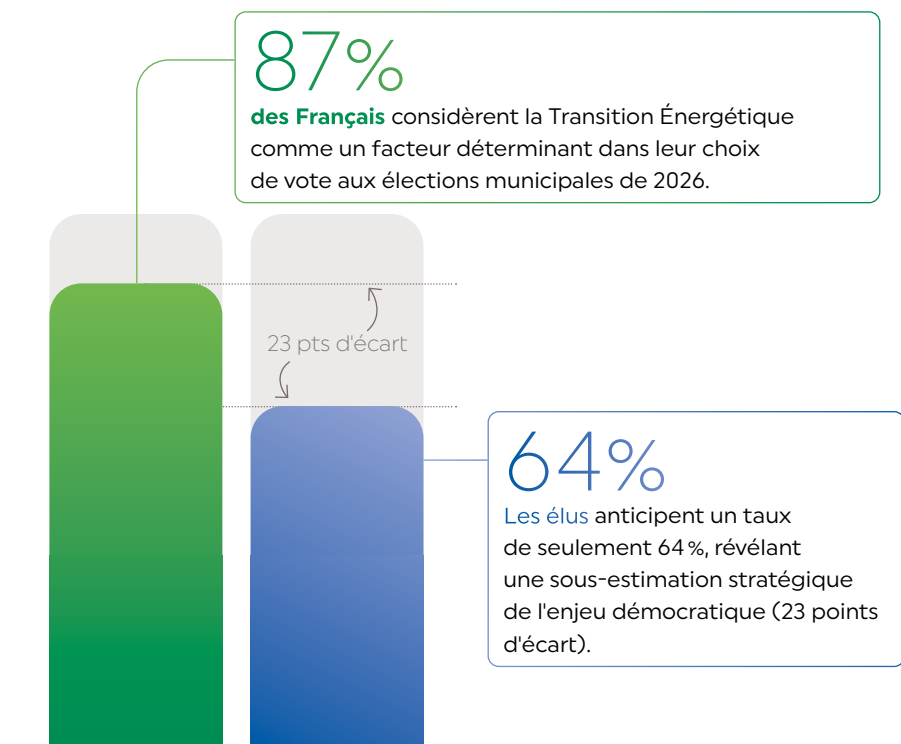


L'équation impossible des maires :

87 % de pression électorale, des milliards d'euros en moins

La Transition Énergétique s'impose comme un enjeu démocratique de premier ordre, dont l'importance est massivement sous-estimée par le personnel politique.

Un enjeu démocratique sous estimé



Des actions concrètes attendues par les citoyens

Les citoyens attendent des actions concrètes et structurantes, plébiscitant notamment :

85%
la valorisation énergétique
des déchets

85%
la création de réseaux
de chaleur renouvelable



Frédérique MACAREZ

Maire de Saint-Quentin, Présidente de la Communauté d'Agglomération du Saint-Quentinois, Vice-présidente de Villes de France

« **Municipales 2026 : Le vote vert pèsera 87 % dans l'urne, mais 2 milliards d'euros en moins dans les caisses. L'équation impossible des maires ?** »

Les élections municipales de 2026 se dérouleront dans un contexte inédit, marqué par un effet de ciseau redoutable pour les maires. D'un côté, l'étude révèle que 87 % des citoyens considèrent la transition énergétique comme un facteur important dans leur décision de vote, dont 32 % en font une priorité absolue.

Cette proportion remarquablement élevée est stable sur l'ensemble du territoire, oscillant entre 83 % et 89 % selon les catégories d'agglomération.

De l'autre côté, le Projet de Loi de Finances pour 2026 met en place un cadre budgétaire extrêmement contraint. La reconduction du dispositif de lissage conjoncturel des recettes (DILICO2) représente une ponction de 2 milliards d'euros sur les ressources des collectivités.

Cette contrainte est d'autant plus problématique que 50 % des maires interrogés placent la transition énergétique comme une priorité dans leur programme pour 2026, et 43 % comme un sujet important.

Cette tension budgétaire se reflète dans les préoccupations des élus : 84 % d'entre eux citent le coût de l'énergie pour les habitants et la collectivité comme leur principale préoccupation.

Face à cette équation apparemment impossible, 75 % des maires se disent prêts à envisager davantage de partenariats avec le secteur privé pour financer leurs projets de transition énergétique si les réductions de financements nationaux se confirment.

L'effet de ciseau place ainsi les maires face à un dilemme stratégique : comment répondre à une attente citoyenne massive avec des moyens en diminution ? Cette situation inédite appelle des solutions innovantes en termes de financement et de gouvernance des projets énergétiques territoriaux.

Cette situation inédite appelle des solutions innovantes

en termes de financement et de gouvernance des projets énergétiques territoriaux.

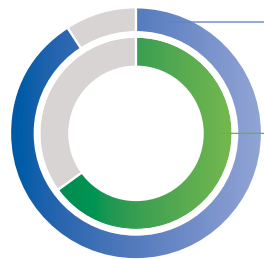


La fracture budgétaire :

77 % des maires ouverts aux partenariats entre public et privé

Le contexte budgétaire national, marqué par l'incertitude et la réduction drastique de dispositifs comme le Fonds vert, crée une tension maximale sur la capacité d'investissement des territoires.

La maîtrise des coûts, une préoccupation dominante



91%

des élus, privilégient une énergie propre et locale
même si elle coûte plus cher.

65%

des citoyens partagent, en théorie, cette conviction.

Une contrainte qui conduit à un pivot stratégique

77%

Des maires se disent prêts à envisager davantage de partenariats public-privé pour financer leurs projets de Transition Énergétique si les réductions de financements nationaux se confirment.

Des chantiers à la recherche de financements

69%

Des maires placent le besoin d'aides financières plus importantes en tête de leurs soutiens prioritaires.

Benjamin FREMAUX

Président d'Idex

La quatrième ligne de faille révélée par l'Observatoire réside dans un décalage stratégique sur le terrain électoral. Si 92% des élus considèrent la transition énergétique comme un sujet "important" ou "prioritaire" pour leur propre programme en 2026, ils sous-estiment l'ampleur du mandat citoyen.

Seulement 64% des maires anticipent que ce sera une priorité pour leurs électeurs, alors que 87% des citoyens affirment que ce facteur sera déterminant dans leur choix de vote. Ce décalage de 24 points révèle un angle mort politique majeur.

Cette déconnexion stratégique intervient au cœur de l'effet de ciseau redoutable décrit dans cette étude. D'un côté, une attente citoyenne maximale (87% de vote influencé) ; de l'autre, une pression budgétaire sans précédent, symbolisée par la proposition de réduire le Fonds vert, outil essentiel de la transition locale, de 2,5 milliards d'euros à 650 millions d'euros pour 2026.

La ligne de crête des élus consiste donc à maintenir autant que faire se peut le soutien financier à la transition énergétique, tout en l'articulant impérativement avec de nouvelles modalités de financement. Le main-

tien de l'ambition, que les élus placent massivement dans leurs priorités, ne pourra être garanti sans une audace financière nouvelle.

Cette nécessité est désormais intégrée par la majorité des décideurs confrontés à l'urgence de maintenir la compétitivité de leurs infrastructures locales :

- 77% des maires se disent prêts à envisager davantage de partenariats entre public et privé si les réductions de financements nationaux se confirment.
- Parmi les solutions alternatives, 47% des maires privilégient les prêts à taux attractifs garantis par l'État pour sécuriser et accélérer ces investissements.

Si l'on réclame du compromis aux politiques pour s'entendre sur un projet commun, les élus locaux doivent être les premiers à faire preuve d'audace et à s'orienter vers ces nouvelles formes de partenariat pour concrétiser les projets.

Dans ce contexte de triple tension (démocratique, budgétaire, politique), la transition énergétique cesse d'être une simple politique sectorielle. Elle s'impose comme un indicateur essentiel de la compétence globale de l'élu et de sa vision à long terme.

L'Observatoire révèle un décalage significatif entre les convictions des élus et celles de leurs administrés concernant l'arbitrage fondamental entre écologie et économie.

Pour l'électeur de 2026, la capacité à piloter des projets d'envergure, à préparer le territoire aux défis futurs et à protéger le pouvoir d'achat des administrés (le coût de l'énergie étant la préoccupation principale pour 83% des maires) passe par la maîtrise de l'équation financière de la transition.

Les élus qui parviendront à démontrer cette compétence, notamment en allant vers des partenariats innovants et résilients, transformeront le défi budgétaire en preuve de leur légitimité politique.



La transition invisible :

92 % des maires agissent,
59 % des citoyens l'ignorent

Malgré un engagement quasi unanime, les efforts des collectivités restent largement méconnus du public, créant un déficit de légitimité politique.

Un engagement dans la transition énergétique concret mais méconnu

92%

Des collectivités se considèrent actives en matière de transition énergétique.

59%

des citoyens ignorent ou doutent de l'engagement de leur commune (34 % pensent qu'elle n'est pas active, 25 % ne savent pas).

Seule la rénovation énergétique des bâtiments publics est perçue par une part significative **des citoyens (41%)**. Ce fossé de perception de 51 points entre l'action et sa reconnaissance nécessite une refonte complète de la stratégie de pédagogie et de communication pour rendre l'action publique visible.

Brice TEINTURIER

Directeur général délégué de l'institut IPSOS

"La transition invisible : 92% des maires agissent, 59% des citoyens l'ignorent. Le premier déficit de la transition est celui de la communication."

L'Observatoire met en lumière un décalage spectaculaire entre l'action des élus et sa perception par les citoyens. Alors que 92% des maires et responsables territoriaux considèrent leur collectivité comme "active" ou "très active" en matière de transition énergétique (31% "très active" et 61% "plutôt active"), seuls 41% des citoyens partagent ce sentiment. Plus inquiétant encore, 59% des Français soit pensent que leur commune n'est pas engagée (34%), soit n'ont aucune opinion sur le sujet (25%).

Ce gouffre de perception de 51 points constitue un risque politique majeur pour les élus sortants. Il révèle que la majorité des efforts engagés demeure invisible aux yeux des administrés, créant un déficit démocratique où l'action publique ne génère pas le retour politique attendu.

L'analyse détaillée confirme cette invisibilité. À l'exception de la rénovation énergétique des bâtiments publics, dont 42% des Français ont connaissance, la quasi-totalité des autres chantiers demeure méconnue.

Près de 4 Français sur 5 déclarent que rien n'a été entrepris ou ignorent si quelque

chose a été fait dans leur commune concernant des initiatives aussi structurantes que l'installation de panneaux solaires sur le patrimoine public (67% de "non" ou "ne sait pas"), la création d'un réseau de chaleur (77%) ou la valorisation énergétique des déchets (79%).

Cette perception varie selon la taille de l'agglomération : elle est la plus faible dans les communes rurales (31%) et augmente progressivement pour atteindre 47% dans les villes de 100 000 habitants et plus, et 48% dans l'agglomération parisienne.

Cette gradation s'explique par la nature des projets : les grandes infrastructures centralisées (réseaux de chaleur, transports en commun) typiques des grandes villes sont intrinsèquement plus visibles que les actions plus diffuses menées en zone rurale.

Le défi de "rendre l'invisible visible" s'impose donc comme une priorité stratégique pour les exécutifs locaux à l'approche des élections de 2026.

Cette gradation s'explique par la nature des projets : les grandes infrastructures centralisées (réseaux de chaleur, transports en commun) typiques des grandes villes sont intrinsèquement plus visibles que les actions plus diffuses menées en zone rurale.



Réconcilier fin du mois et fin du monde :

68 % des Français intéressés par les réseaux de chaleur

Le succès de la Transition repose sur sa capacité à réconcilier l'impératif écologique et la contrainte économique des ménages.

Une énergie propre et locale plébiscitée ...

91%

Des élus privilégient une énergie propre et locale même à un coût supérieur.

65%

des citoyens partagent cette conviction.

... conditionnée par une stabilité financière



49%

des Français refusent tout surcoût pour une énergie locale, et la majorité limite l'effort à 5 % de surcoût.

C'est pourquoi les citoyens plébiscitent les solutions qui garantissent la stabilité financière : 68 % des Français se disent intéressés par un raccordement à un réseau de chaleur renouvelable local, principalement motivés par les économies sur la facture (60 %) et la stabilité des prix (38 %).

L'enjeu est donc de déployer des infrastructures décarbonées qui agissent comme un bouclier anti-inflation pour les administrés.

Christine LAVARDE

Sénatrice des Hauts-de-Seine

L'Observatoire de la Transition Énergétique 2025 révèle un décalage stratégique qui cristallise le grand dilemme de l'action publique contemporaine : comment concilier l'impératif de la « fin du mois » (le pouvoir d'achat) et l'urgence de la « fin du monde » (l'impératif climatique) ?

Le scrutin de 2026 place les maires face à cette équation. Bien qu'une proportion écrasante de 91% des élus déclare qu'il est plus important de bénéficier d'une énergie peu polluante et locale, même si cela implique des factures légèrement plus élevées, ce niveau de conviction rencontre le pragmatisme mesuré des citoyens. En effet, seuls 65% des Français partagent cette priorité en théorie. Ce « fossé de conviction » de 25 points est une conséquence directe de la préoccupation économique : pour 72% des Français, le coût de l'énergie reste la préoccupation principale.

Le soutien des administrés à la transition est donc strictement subordonné à la réalité budgétaire, avec une majorité n'acceptant qu'une hausse minimale (moins de 10%) de leur facture pour une énergie locale. Ce grand écart entre l'ambition idéologique des élus et la contrainte économique des ménages crée un dilemme politique redoutable.

Face à cela, la seule issue politique viable réside dans l'identification d'une « Troisième Voie » stratégique. Il s'agit de démontrer, par des actions concrètes et visibles, que

la transition énergétique n'est pas un coût supplémentaire, mais l'outil le plus efficace pour maîtriser durablement la facture énergétique.

Cette stratégie s'articule autour de deux axes pour les collectivités :

→ **Le « consommer moins » :**

L'approche la plus naturelle et la moins consommatrice en investissements lourds, centrée sur la sobriété et l'efficacité, à travers notamment la rénovation énergétique des bâtiments publics.

→ **Le « consommer mieux » :**

L'approche structurelle, consistant à investir dans des infrastructures locales et décarbonées (réseaux de chaleur renouvelable, valorisation énergétique des déchets). Ce sont ces solutions qui réconcilient le pouvoir d'achat (factures stabilisées) et l'impératif écologique.

Les projets de « consommer mieux » (chaleur renouvelable, performance énergétique des infrastructures) exigent un effort d'investissement massif.

Dans le contexte d'une contrainte budgétaire historique — marquée notamment par la réduction drastique annoncée du Fonds Vert — le financement de ces solutions complexes nécessite de dépasser les modèles traditionnels.

Les projets de « consommer mieux » (chaleur renouvelable, performance énergétique des infrastructures) **exigent un effort d'investissement massif.**

L'étude révèle que 77% des maires se disent prêts à envisager davantage de partenariats entre public et privé si les réductions de financements nationaux se confirment. Ce besoin de financement externe et d'expertise spécialisée devient ainsi la clé de voûte permettant aux exécutifs locaux de transformer l'ambition écologique en une victoire pour le pouvoir d'achat de leurs administrés. Cette convergence d'intérêts ouvre la voie à de nouveaux modèles de gouvernance et de financement, associant la légitimité du public et la capacité d'investissement du privé.





Analyse **détaillée** des résultats

Une urgence partagée, des priorités à aligner _____	24
La rénovation du bâti : levier N°1, enjeu électoral et fracture financière _____	28
Les préoccupations énergétiques : entre économie et écologie _____	32
Nouveaux modèles de financement : du CPE au financement participatif, les solutions existent _____	36
Le mandat citoyen : une attente d'ambition sous-estimée _____	40
Le paradoxe de l'action : agir n'est pas suffisant _____	44

Une urgence partagée, des priorités à aligner

Les résultats de l'Observatoire 2025 montrent que la transition énergétique est désormais ancrée comme une préoccupation majeure tant pour les citoyens que pour les élus. Toutefois, des nuances importantes apparaissent dans la hiérarchisation des priorités.



Question aux citoyens

Parmi les actions suivantes, lesquelles devraient, selon vous, être prioritaires pour votre commune en matière de transition énergétique ?

51%

La valorisation énergétique des déchets en chaleur (incinérateur) ou en biogaz (méthaniseur)

39%

L'aide à la rénovation énergétique des logements privés

35%

La création ou l'extension d'un réseau de distribution de chaleur produite à partir d'EnR

47%

La rénovation énergétique des bâtiments publics (mairie, écoles, etc.)

37%

Le développement du solaire photovoltaïque (panneaux solaires)

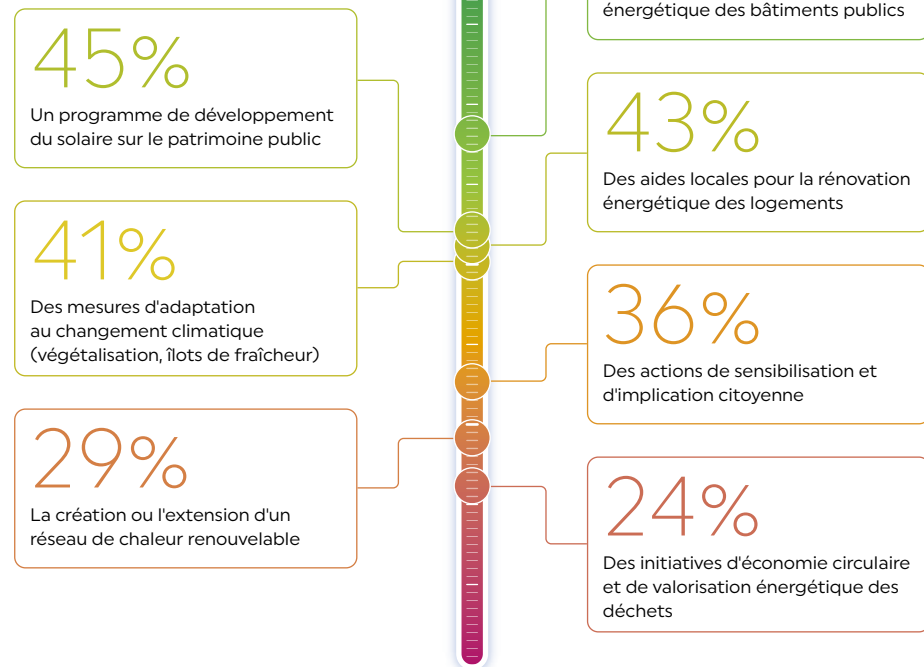
8%

Aucune de ces actions



Question aux maires

Parmi les propositions suivantes en matière de transition énergétique, lesquelles pensez-vous mettre en avant lors des prochaines élections municipales ?



Analyse

Pour les citoyens, la valorisation énergétique des déchets (51%) et la rénovation énergétique des bâtiments publics (47%) arrivent en tête des actions prioritaires souhaitées pour leur commune. Ces préférences reflètent une approche pragmatique, privilégiant des solutions visibles, concrètes et aux bénéfices tangibles. Les réseaux de chaleur renouvelables suscitent également un intérêt notable, avec 35% des Français les considérant comme prioritaires.

Du côté des élus, la rénovation énergétique des bâtiments publics domine largement (57% la placent en tête de leurs propositions pour 2026), suivie par le développement du solaire sur le patrimoine public (45%). Les réseaux de chaleur renouvelables, bien qu'identifiés comme un levier majeur de décarbonation, n'apparaissent qu'en sixième position dans leurs priorités (29%).

Cette divergence d'approche révèle un premier défi d'alignement : les citoyens attendent des solutions qui impactent directement leur quotidien et leur facture

(comme les réseaux de chaleur, suscitant un fort intérêt), tandis que les élus privilégient souvent des actions à forte visibilité ou symboliquement marquantes sur leur patrimoine.

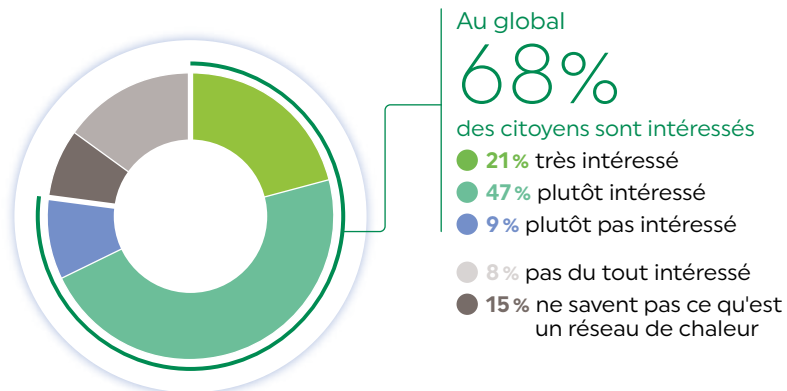
L'analyse croisée élus/DGS révèle cependant des nuances méthodologiques essentielles. Si 55% des élus mettent la rénovation des bâtiments publics en avant pour 2026, ce taux grimpe à 62% chez les DGS/DGA, qui sont les garants de la gestion technique et patrimoniale.

Inversement, les DGS/DGA sont plus enclins à prioriser les réseaux de chaleur renouvelable (31% contre 23% pour les élus). Ces écarts soulignent la tension entre la dimension politique (celle qui cherche l'adhésion via la visibilité) et la dimension technique (celle qui privilégie les infrastructures structurantes de long terme).



Question aux citoyens

Seriez-vous intéressé par le raccordement de votre logement à un réseau de chaleur renouvelable local (géothermie, récupération de chaleur, biomasse) s'il était disponible là où vous habitez ?



Analyse

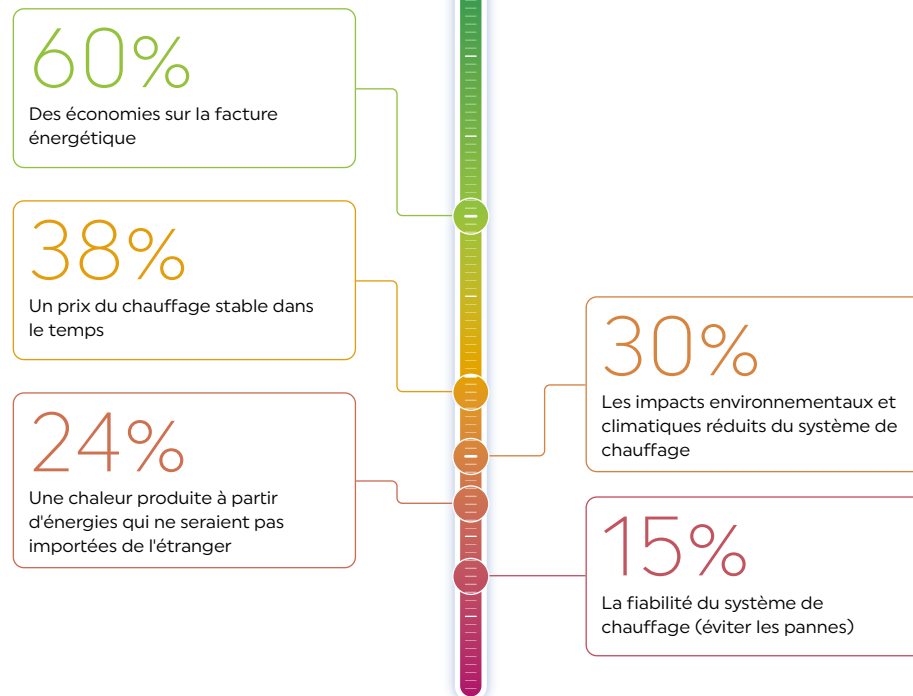
Près de sept Français sur dix (68%) se disent intéressés par un raccordement à un réseau de chaleur renouvelable local. Cet intérêt est le plus élevé dans l'agglomération parisienne (77%) et chez les utilisateurs de chauffage au gaz (70%), qui sont particulièrement sensibles à la stabilité des prix. Il est également notable que 15% des répondants ne savent

pas ce qu'est un réseau de chaleur, soulignant un enjeu pédagogique crucial pour convertir ce potentiel d'intérêt.

Les raisons motivant cet intérêt massif (68%) pour les réseaux de chaleur confirment la priorité économique des citoyens.

Question aux citoyens

Pour quelles raisons principales seriez-vous intéressé au raccordement de votre logement à un réseau de chaleur local ?



Analyse

L'argument des **économies sur la facture énergétique (60%)** est le moteur de décision numéro un, surpassant largement l'argument environnemental (30%). Pour les utilisateurs de chauffage au gaz, la **stabilité des prix (38%)** est un facteur encore plus décisif (43%), traduisant la volonté de se protéger de la volatilité des marchés.

Ces résultats établissent que l'acceptabilité et l'accélération de ces projets d'infrastructure passent impérativement par la démonstration de leur performance économique pour le ménage.

Le réseau de chaleur, point d'alignement des priorités

Le réseau de chaleur n'est pas une priorité parmi d'autres ; il est le point d'alignement stratégique qui permet de résoudre les contradictions identifiées :

Il répond à la priorité N°1 des citoyens (Déchets - 51%)

Le réseau de chaleur est le vecteur indispensable qui transforme la chaleur fatale des UVE ou la biomasse en un bénéfice concret pour les habitants. Il transforme le « problème politique » (l'incinérateur) en une « solution de chauffage » (le réseau).

Il répond à la motivation N°1 des citoyens (Coût - 60%)

En mobilisant des énergies locales (géothermie, biomasse, récupération) à prix maîtrisés, il est la seule infrastructure capable d'offrir la stabilité des prix (citée à 38%) que les citoyens recherchent.

Il complète la priorité N°1 des maires (Rénovation - 57%)

Il oppose le « consommer mieux » (décarbonation massive et immédiate d'un quartier) au « consommer moins » (chantier de long terme, bâtiment par bâtiment). Les deux sont essentiels.

Le défi n'est donc pas l'alignement des objectifs, mais la levée des freins capacitaires. L'écart entre l'intérêt massif des citoyens (68%) et l'hésitation des maires (29%) se nomme : risque financier et complexité technique.

Le rôle d'un partenaire industriel est précisément d'absorber ces deux risques. En structurant des partenariats (Délégation de Service Public, Contrats de Performance Énergétique) qui portent l'investissement initial (CAPEX), l'opérateur permet à la collectivité de s'appuyer sur le mandat citoyen (68% d'intérêt) pour lancer le projet stratégique (le réseau) qui, en retour, répondra à la demande de stabilité (60%) et de valorisation (51%).

Le réseau de chaleur n'est pas une priorité parmi d'autres ; il est le point d'alignement stratégique qui permet de résoudre les contradictions identifiées.

La rénovation du bâti : levier N°1, enjeu électoral et fracture financière

La rénovation énergétique des bâtiments publics s'impose comme le socle de la stratégie du « consommer moins », illustrant un alignement puissant entre les actions lancées par les collectivités et le mandat citoyen. Ce consensus opérationnel se heurte cependant de plein fouet aux barrières financières et administratives, qui constituent aujourd'hui le principal point de rupture pour l'accélération de la décarbonation.

La rénovation énergétique est la première action engagée par les collectivités sur leur territoire.



Question aux maires

Parmi les différents chantiers suivants liés à la transition énergétique, lesquels ont été lancés dans votre territoire ?

88%

La rénovation énergétique des bâtiments

69%

La préservation de la biodiversité

56%

Le développement des énergies renouvelables via les réseaux de chaleur



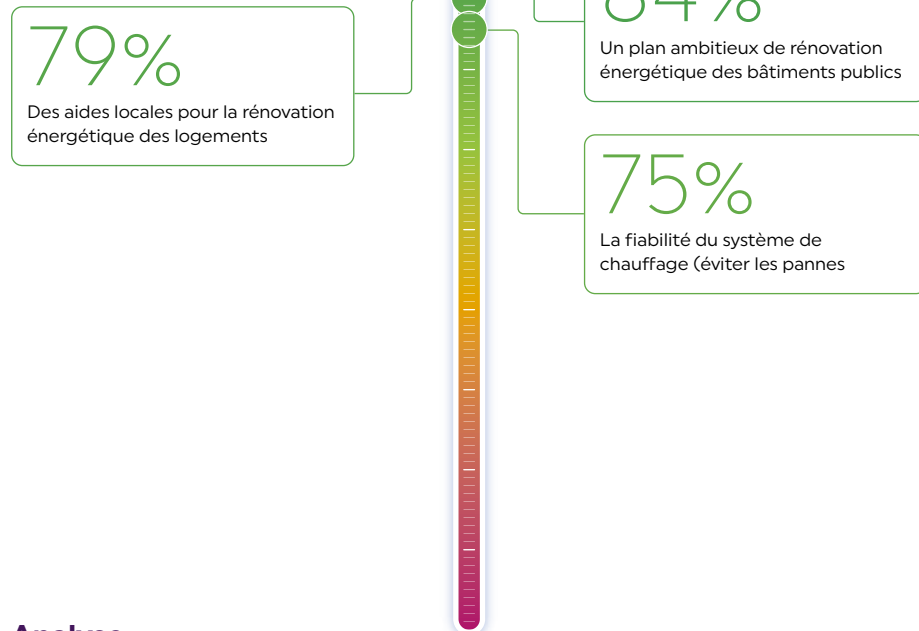
Analyse

La rénovation énergétique des bâtiments domine très largement les chantiers lancés (88%), confirmant qu'il est le levier le plus pragmatique et le plus consensuel pour le « consommer moins ». Elle est la priorité N°1, indépendamment de la taille de la commune.

Cette action répond directement à un impératif démocratique. Les citoyens jugent cette proposition essentielle pour orienter leur vote.

Question aux citoyens

Et plus précisément, pour chacune des propositions suivantes en matière de transition énergétique dans votre commune, diriez-vous qu'elles joueront un rôle important ou non dans votre choix de vote aux élections municipales de 2026 ?



Analyse

Un plan ambitieux de rénovation des bâtiments publics est jugé important par 84 % des Français pour leur vote en 2026. Cette attente est d'autant plus stratégique que la rénovation des bâtiments publics est l'action la plus visible pour les citoyens (42% la perçoivent comme réalisée). Les aides pour la rénovation des logements privés suivent de près (79%).

Malgré cet alignement démocratique, la concrétisation des travaux — qu'ils soient publics ou privés — se heurte à un obstacle dominant : le financement.

Pour accélérer leurs chantiers, les responsables de communes mettent en avant un besoin qui renvoie directement à la menace budgétaire nationale (notamment la réduction du Fonds Vert).

Question aux maires

Pour accélérer vos chantiers stratégiques de transition énergétique, quels seraient les deux soutiens dont vous auriez le plus besoin ?



Analyse

Près de 7 élus ou responsables administratifs sur 10 (69%) placent le besoin d'aides financières plus importantes en tête de leurs soutiens prioritaires, un besoin ressenti de manière encore plus aiguë par les DGS/DGA (74%) et les plus petites communes (73% pour les 5 000 – 9 999 habitants).

Cette dépendance aux subventions publiques fait écho aux obstacles rencontrés par les citoyens eux-mêmes dans la rénovation de leurs logements privés. Près d'un propriétaire sur deux a réalisé des travaux partiels ou globaux, mais les autres sont bloqués par la contrainte financière.



Question aux citoyens

Si vous n'avez pas réalisé de travaux, quels sont les principaux freins ?

57%

Le coût trop élevé

32%

Ce n'est pas nécessaire car mon logement est déjà performant énergétiquement

19%

La complexité des démarches administratives

13%

Un manque d'information sur les aides disponibles

Ce diagnostic est sans appel : la fracture n'est pas idéologique, elle est économique.

Analyse

Pour les propriétaires n'ayant pas entrepris de travaux, le coût trop élevé (57%) est la principale raison invoquée. La complexité administrative arrive en deuxième position des freins externes (19%).

Ce diagnostic est sans appel : la fracture n'est pas idéologique, elle est économique. L'obstacle financier est le facteur bloquant dominant pour les citoyens et les collectivités. À l'heure où les débats

budgétaires entérinent la réduction des financements nationaux, **la nécessité de mobiliser des mécanismes de financement alternatifs, déchargeant les collectivités du risque initial, s'impose comme une condition de faisabilité politique du mandat citoyen.** C'est pourquoi 77% des maires se disent prêts à envisager davantage de partenariats entre public et secteur privé pour financer leurs projets de transition énergétique.



La fracture financière : un catalyseur pour un nouveau modèle

L'Observatoire 2025 met en lumière un consensus politique et social total : la rénovation énergétique du bâti n'est plus un choix, c'est un impératif. Avec 88 % des élus qui ont déjà lancé des chantiers et 84 % des citoyens qui en font un enjeu déterminant pour leur vote en 2026, l'alliement est parfait. Le « si » n'est plus en débat ; seul demeure le « comment ».

L'Observatoire 2025 met en lumière un consensus politique et social total :
la rénovation énergétique du bâti n'est plus un choix, c'est un impératif.

Or, c'est précisément sur le « comment » que l'étude révèle une fracture béante. Le modèle de financement traditionnel, fondé sur la subvention publique et l'apport initial, est systématiquement rompu.

D'un côté, 69 % des maires expriment un besoin critique d'aides financières accrues. De l'autre, ce blocage financier est le miroir exact de celui des ménages, dont 57 % sont arrêtés par le coût trop élevé des travaux.

Cette perception d'une impasse est validée par le contexte national. La dépendance aux subventions se heurte à une réalité budgétaire qui voit la division par deux d'outils clés comme le Fonds Vert, laissant les collectivités « seules » face à l'enjeu, comme le souligne le réseau Amorce.

Cette tension survient au moment même où l'obligation légale s'intensifie : le Dispositif Éco Énergie Tertiaire (DEET) impose une performance accrue sur plus de 740 millions de mètres carrés de bâti tertiaire d'ici 2030. Les élus sont donc pris dans un étau entre un mandat citoyen et légal massif, et des moyens financiers directs en raréfaction.

L'enjeu n'est donc plus de chercher à combler un fossé financier devenu abyssal, mais de changer radicalement de modèle. Le véritable enseignement stratégique de 2025 est le pivot pragmatique des élus : 77 % d'entre eux sont désormais prêts à envisager de nouveaux partenariats pour fi-

nancer leurs projets. Cette ouverture n'est pas un renoncement ; c'est l'unique voie pour concilier le mandat électoral (agir) et la contrainte budgétaire (investir sans CAPEX).

Des solutions matures, telles que le Contrat de Performance Énergétique (CPE) ou le tiers-financement, sont conçues pour cela. Elles permettent de transférer l'investissement initial et de garantir la performance sur la durée, en finançant les travaux par les économies d'énergie futures.

Ces modèles lèvent le double verrou du coût initial (le frein des 57 % et 69 %) et de la complexité technique (citée par 19 % des citoyens). L'obstacle n'est plus la disponibilité du capital, mais la capacité des territoires à structurer ces partenariats de confiance sur le long terme.



Les préoccupations énergétiques : entre économie et écologie

L'analyse des préoccupations des citoyens et des élus concernant l'énergie révèle à la fois des convergences et des divergences significatives qui éclairent les priorités d'action.



Question aux citoyens

Parmi les préoccupations suivantes liées à l'énergie, lesquelles sont les plus importantes pour vous personnellement ?

72%

Le coût de l'énergie pour votre foyer

52%

Les conséquences du changement climatique (canicules, inondations)

39%

La dépendance énergétique de la France par rapport aux énergies importées (pétrole, gaz)

27%

La sécurité de l'approvisionnement énergétique, afin d'éviter des pannes importantes

24%

L'impact environnemental de votre consommation d'énergie

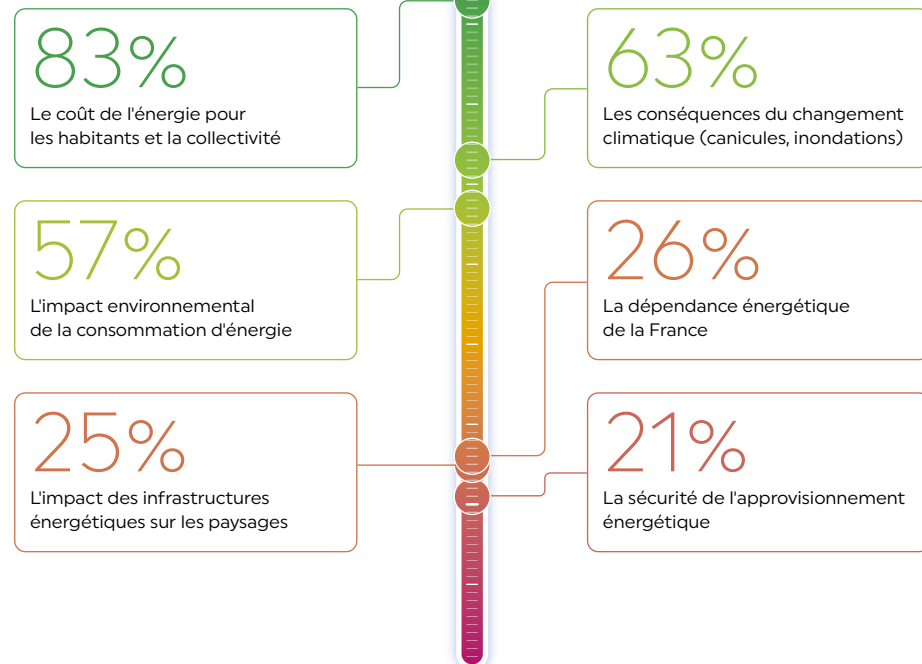
15%

L'impact des infrastructures énergétiques (éoliennes, centrales solaires, etc.) sur les paysages



Question aux maires

Parmi les préoccupations suivantes liées à l'énergie, lesquelles sont les plus importantes pour vous en tant qu'élus d'une collectivité locale ?



Analyse

Pour les citoyens, comme pour les élus, le coût de l'énergie apparaît comme la préoccupation dominante (respectivement 72 % et 83 %). Cette convergence souligne l'importance de l'enjeu économique dans toute stratégie de transition énergétique. Les conséquences du changement climatique arrivent en deuxième position pour les deux groupes (52 % pour les citoyens, 63 % pour les élus), témoignant d'une prise de conscience partagée des impacts concrets du dérèglement climatique.

Une différence notable apparaît concernant l'impact environnemental de la consommation d'énergie : 57 % des élus le considèrent comme une préoccupation majeure, contre seulement 24 % des citoyens.

Si l'urgence économique (le coût) est universelle, les défis environnementaux se déclinent différemment selon le contexte démographique.

L'analyse détaillée des préoccupations des élus locaux révèle des priorités territoriales spécifiques :

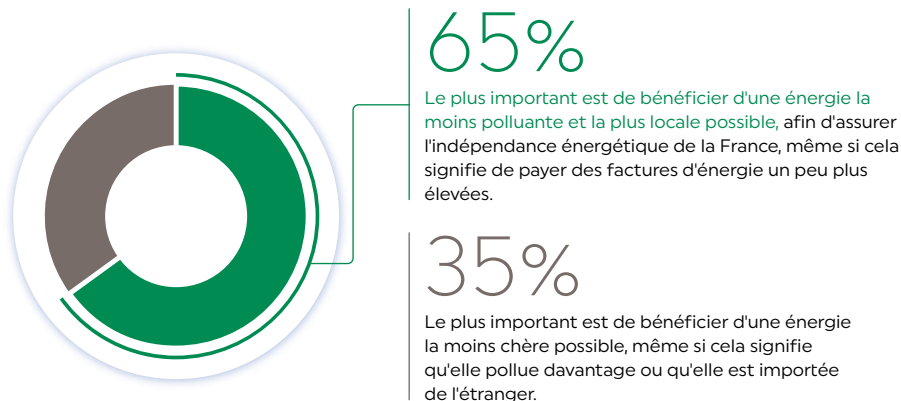
- L'inquiétude concernant **l'impact des infrastructures sur les paysages** est nettement plus forte dans les petites communes (31 % pour les 5 000 - 9 999 habitants) que dans les grandes (20 % pour les 20 000 habitants et plus).
- La **sécurité d'approvisionnement** est un point critique pour les villes moyennes (31 % dans la tranche 20 000 - 49 999 habitants), les positionnant à une taille critique où elles gèrent des infrastructures importantes sans toujours bénéficier de la résilience des très grandes métropoles.
- **L'impact environnemental des consommations** est une préoccupation qui augmente avec la taille de la ville (65 % dans les communes de 50 000 habitants et plus). Ces nuances confirment que si l'urgence économique (le coût) est universelle, les défis environnementaux se déclinent différemment selon le contexte démographique.

Cette hiérarchie des préoccupations se reflète également dans l'arbitrage entre coût et impact environnemental de l'énergie.



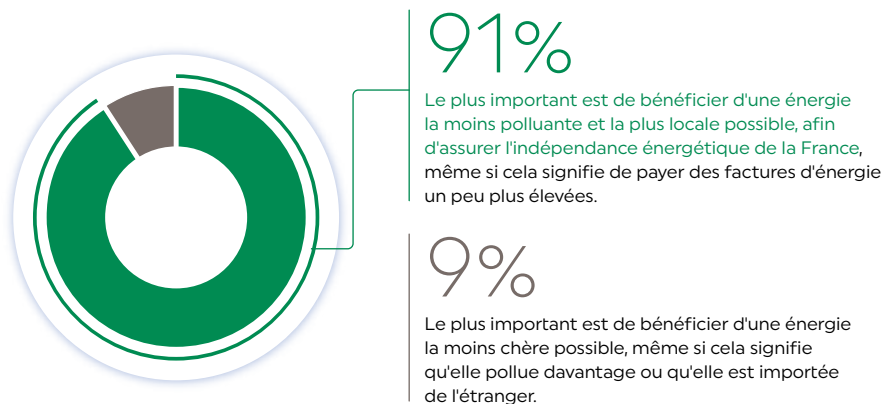
Question aux citoyens

Parmi les deux propositions suivantes, laquelle correspond le plus à ce que vous pensez ?



Question aux maires

Parmi les deux propositions suivantes, laquelle correspond le plus à ce que vous pensez ?



Analyse

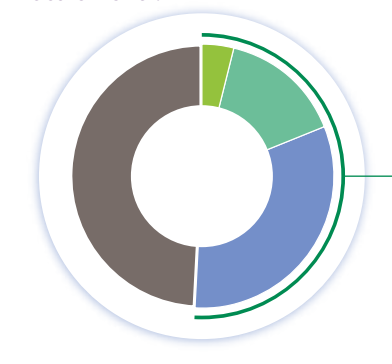
Si 65 % des citoyens privilégient en théorie une énergie propre et locale même à un coût supérieur, ce taux atteint 91 % chez les élus, révélant un écart de conviction de 26 points. Cet écart traduit une réalité économique : pour les ménages aux revenus les plus modestes (inférieurs à 24 000 €), 41 % privilégient l'énergie la moins chère, même si elle pollue davantage ou est importée.

Cette divergence se retrouve subtilement au sein des exécutifs locaux : les DGS/DGA (93 %) sont encore légèrement plus convaincus que les élus (90 %) par la priorité donnée à l'énergie propre et locale, confirmant le rôle moteur de l'administration dans la mise en œuvre de la stratégie de décarbonation.

Si l'urgence économique (le coût) est universelle, les défis environnementaux se déclinent différemment selon le contexte démographique.

Question aux citoyens

Seriez-vous prêt à payer un peu plus cher pour une énergie produite localement ?



Au global
51%
 des citoyens sont prêt à payer plus cher

- 4 % Oui, jusqu'à 15 % plus cher
- 15 % Oui, jusqu'à 10 % plus cher
- 32 % Oui, jusqu'à 5 % plus cher
- 49 % Ne sont pas prêt à payer plus cher

Analyse

Seule une courte majorité de Français (51 %) se dit prête à payer plus cher pour une énergie locale. Surtout, 32 % d'entre eux fixent la limite à 5 % de surcoût, signalant que l'acceptabilité sociale est conditionnée à un effort financier très modéré.

Cette réalité économique doit être prise en compte pour éviter un décalage entre les ambitions environnementales et l'acceptabilité concrète des projets.

L'économie, condition de l'écologie : faire de la transition un bouclier anti-inflation

L'Observatoire 2025 met en lumière une hiérarchie sans appel : le coût de l'énergie est l'impératif dominant, tant pour les citoyens (72%) que pour les maires (83%). Ce constat balaie l'ancien débat : l'arbitrage entre écologie et économie n'a plus lieu d'être. L'économie est devenue la condition sine qua non de l'acceptabilité écologique.

Notre étude révèle une fracture béante entre l'ambition des élus et la réalité des ménages. Si 91% des maires sont prêts à payer plus pour une énergie propre et locale, ce chiffre tombe à 65% chez les citoyens. Plus grave, cette « conviction » théorique s'effondre face au réel : **49% des Français refusent tout surcoût**, et la majorité des autres fixe la limite à 5%.

La « préoccupation » du coût n'est plus un risque, c'est une crise sociale vécue.

Cette « ligne rouge sociale » n'est pas une posture. Elle est la conséquence directe d'une volatilité devenue structurelle. Une enquête nationale (Ifop) révélait début 2025 que 41% des Français avaient déjà renoncé à chauffer leur logement pour des raisons de coût. Le dilemme de la « fin du mois » n'est plus un concept, c'est une urgence physique pour près de la moitié de la population.

Dans ce contexte, la non-transition est devenue l'option la plus coûteuse. La volatilité des énergies fossiles et de l'électricité n'est plus un pic conjoncturel, mais un nouveau

paradigme alimenté par des chocs permanents : chocs fiscaux (hausse de la TVA sur l'énergie à 20% en août 2025), chocs climatiques (impact des canicules sur la production nucléaire) et chocs politiques (maintien du prix du carbone à un niveau élevé).

La « troisième voie » : l'infrastructure locale comme seul levier de stabilité

Face à cette réalité, l'élu ne peut plus demander à ses administrés de « choisir » l'écologie. Il doit utiliser l'écologie pour résoudre l'équation économique.

La seule issue viable est la l'investissement dans des infrastructures locales décarbonées, dont la valeur première n'est plus seulement d'être « propres », mais d'être **stables et économiques**. Ces infrastructures sont la seule réponse au double impératif de stabilité (citée par 38% des Français) et d'économies (citées par 60%).

Les données économiques les plus récentes confirment que cette voie n'est pas une promesse, mais une réalité tarifaire. En octobre 2025, le coût du chauffage démontre l'avantage compétitif écrasant des solutions locales maîtrisées.

L'investissement dans le réseau de chaleur n'est plus un choix écologique ; c'est un acte de protection économique. C'est l'outil le plus puissant à la disposition d'un maire pour agir en **bouclier anti-inflation** pour ses administrés.

Face à cette réalité, l'élu ne peut plus demander à ses administrés de "choisir" l'écologie. Il doit utiliser l'écologie pour résoudre l'équation économique.

Cet investissement résout le paradoxe de l'Observatoire : il permet à l'élu de tenir son ambition (91% pour le local) tout en répondant à l'urgence sociale (72% pour le coût), en prouvant que la transition, loin d'être un fardeau, est la meilleure garantie pour le pouvoir d'achat.

Nouveaux modèles de financement : du CPE au financement participatif, les solutions existent

Le financement de la transition énergétique territoriale émerge comme un défi majeur dans un contexte budgétaire contraint.



Question aux maires

Pour accélérer vos chantiers stratégiques de transition énergétique, quels seraient les deux soutiens dont vous auriez le plus besoin ?

69%

La rénovation énergétique des bâtiments

37%

Le développement des énergies renouvelables via les réseaux de chaleur

13%

Le développement des énergies renouvelables via les réseaux de chaleur

43%

La préservation de la biodiversité

26%

Le développement des énergies renouvelables via les réseaux de chaleur

Analyse

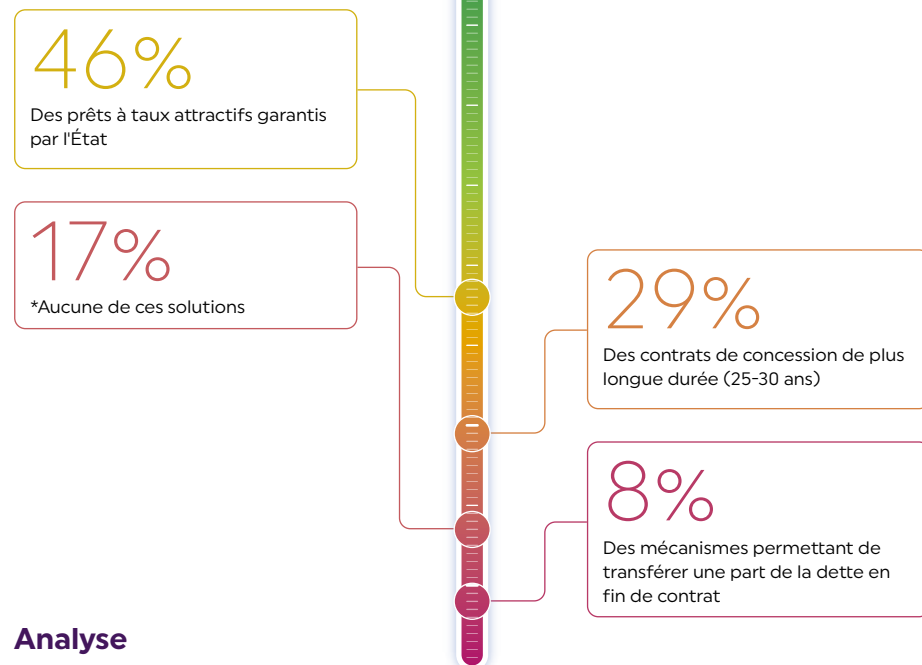
L'Observatoire révèle que 69% des maires considèrent les aides financières comme le soutien prioritaire dont ils auraient besoin pour accélérer leurs chantiers stratégiques, loin devant la simplification administrative (43%) ou la formation des élus et agents (37%).

Le personnel administratif (DGS/DGA) ressent d'ailleurs cette pression financière de manière encore plus aiguë que les élus (74% contre 68% pour le besoin d'aides financières).

Face à la probable baisse des subventions publiques, les élus privilégient des solutions de financement classiques.

Question aux maires

Face à la probable baisse des subventions publiques, parmi les solutions suivantes, laquelle vous semble la plus adaptée pour financer les infrastructures énergétiques de votre territoire ?



Analyse

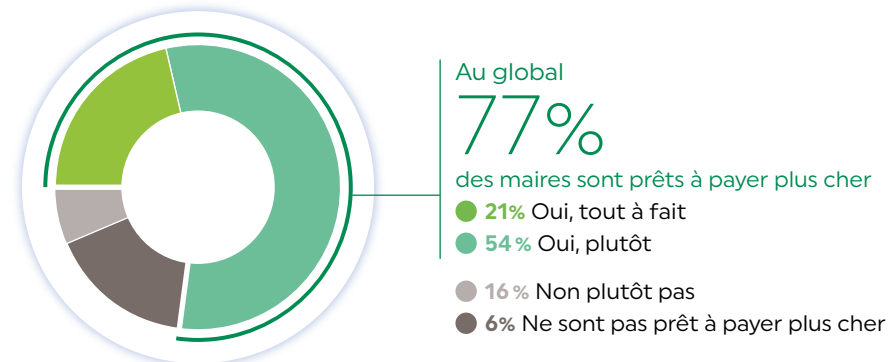
46% des élus citent les prêts à taux attractifs garantis par l'État comme la solution la plus adaptée, reflétant une recherche de sécurité financière et de stabilité. Seuls 17% des répondants estiment qu'aucune des solutions proposées n'est adaptée.

Les contrats de concession de plus longue durée (29%) sont privilégiés pour lisser l'amortissement des investissements lourds sur le long terme.

Pourtant, confrontés directement à la question, les maires montrent une ouverture certaine au secteur privé.

Question aux maires

Si ces réductions de financements nationaux se confirment, seriez-vous prêt(e) à envisager davantage de partenariats public-privé pour financer vos projets de transition énergétique ?



Analyse

77% des maires se disent prêts à envisager davantage le recours au secteur privé pour financer leurs projets de transition énergétique si les réductions de financements nationaux se confirment.

Cette large ouverture est cependant plus forte chez les élus (81%) que chez les DGS/DGA (69%), ces derniers montrant plus de retenue face aux complexités juridiques et techniques.

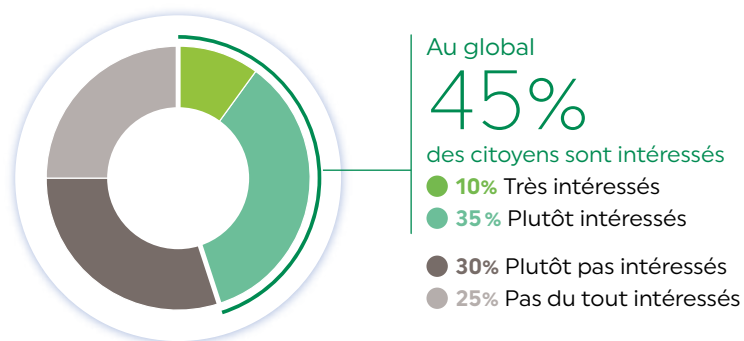
Cette large ouverture est cependant plus forte chez les élus (81%) que chez les DGS/DGA (69%), ces derniers montrant plus de retenue face aux complexités juridiques et techniques.

Du côté des citoyens, l'enquête montre un potentiel inexploité de mobilisation financière.



Question aux citoyens

Seriez-vous intéressé(e) par la possibilité de réaliser des placements financiers dans des projets d'énergies renouvelables locaux (panneaux solaires collectifs, réseau de chaleur, méthanisation, etc.) ?



Cette convergence d'intérêts –

l'intérêt citoyen pour l'investissement local (45 %) et la propension des maires à utiliser le financement participatif (44 % des maires l'envisagent) – **ouvre la voie à de nouveaux modèles économiques.**

Analyse

45 % des Français se disent intéressés par la possibilité de réaliser des placements financiers dans des projets d'énergies renouvelables locaux. Ce taux atteint 51 % chez les personnes aux revenus annuels supérieurs à 36 000 €. Cette convergence d'intérêts – l'intérêt citoyen pour l'investissement local (45 %) et la propension des maires à utiliser le financement participatif (44 % des maires l'envisagent) – ouvre la voie à de nouveaux modèles économiques.

Ces mécanismes peuvent associer la légitimité du public, la capacité d'investissement du privé et la mobilisation citoyenne via des outils tels que le financement participatif, faisant ainsi de la transition une opportunité d'investissement et d'adhésion pour l'administré.



Financer la transition : du vœu de confiance au contrat de performance

L'Observatoire 2025 révèle un tournant stratégique : face à la raréfaction des aides nationales, 77 % des maires sont désormais prêts à envisager davantage de partenariats avec le secteur privé. Cette ouverture est une nécessité absolue.

Le modèle de financement traditionnel, basé sur la subvention (réclamée par 69 % des maires), est devenu caduc face au « mur d'investissement » (estimé à 11 Md€ annuels supplémentaires par l'AMF) que les collectivités doivent franchir, au moment même où l'État entame une « purge » budgétaire.

Pourtant, notre étude révèle un **paradoxe de la confiance** qui constitue le principal frein opérationnel :

L'inertie des réflexes : Interrogés sur leurs solutions préférées, les maires privilégient encore les prêts garantis par l'État (46 %) à la concession (29 %). Ils cherchent du capital, mais redoutent le transfert de responsabilité.

La méfiance des services : L'ouverture au privé, plus forte chez les élus (81 %), est significativement plus faible chez les DGS/DGA (69 %). C'est ce scepticisme technique et juridique qui bloque le passage à l'acte.

La confiance ne se décrète pas ; elle se construit. Elle ne repose pas sur des promesses, mais sur des cadres contractuels robustes qui alignent les intérêts et transfèrent les risques aux acteurs capables de les gérer. Les maires n'ont pas besoin d'un simple « financeur », mais d'un partenaire qui s'engage sur un résultat.

Pour bâtir cette confiance, deux outils majeurs, au cœur du savoir-faire français, répondent à cette double crainte (financière et technique) :

Pour le « consommer moins »

(Rénovation du bâti) : Le Marché Global de Performance à Paiement Différé (MGPE-PD). Cet outil lève la barrière du « coût trop élevé » (le frein N°1 pour 57 % des citoyens). L'opérateur privé préfinance 100 % des travaux de rénovation. Il transfère ainsi le risque financier et technique. Plus important encore, il apporte une garantie de performance : sa rémunération est conditionnée à l'atteinte réelle et mesurée des économies d'énergie. C'est un contrat « zéro CAPEX » pour l'élu et « zéro risque » pour le DGS.

Pour le « consommer mieux »

(Infrastructures de chaleur verte) : La Délégation de Service Public (DSP). Cet outil répond à la « complexité technique » et au « risque financier »

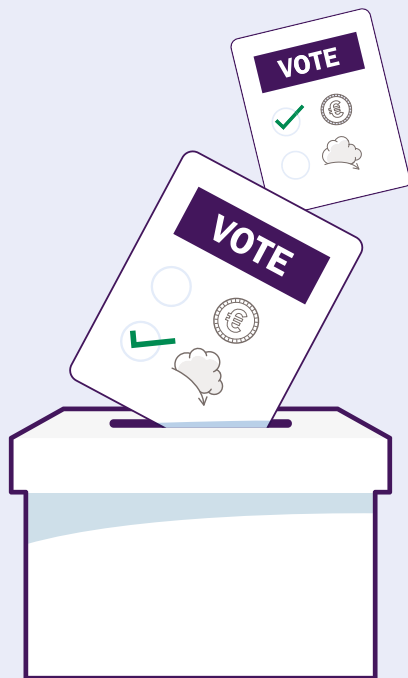
qui freinent les maires (29 %) à lancer des réseaux de chaleur, malgré la demande citoyenne (68 %). La DSP confie à un délégataire la responsabilité de financer, construire et exploiter l'infrastructure, en opérant « à ses risques et périls ». Le maire peut ainsi livrer une chaleur locale et décarbonée à ses administrés, sans porter la dette ni le risque du chantier.

Le défi pour les collectivités n'est plus de savoir si elles doivent s'ouvrir (le 77 % est un mandat), mais comment structurer ces partenariats. Le rôle d'un partenaire industriel comme Idex est d'absorber ces risques pour transformer l'ambition en une performance garantie et financée.

L'Observatoire 2025 révèle un tournant stratégique : face à la raréfaction des aides nationales, 77 % des maires sont désormais prêts à envisager davantage de partenariats avec le secteur privé.

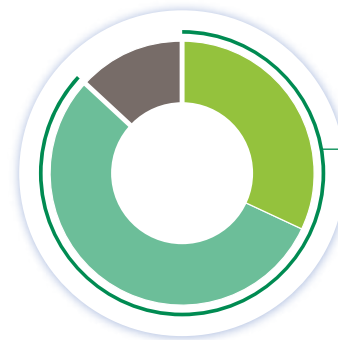
Le mandat citoyen : une attente d'ambition sous-estimée

L'analyse des préoccupations des citoyens et des élus concernant l'énergie révèle à la fois des convergences et des divergences significatives qui éclairent les priorités d'action.



Question aux citoyens

Les prochaines élections municipales auront lieu en 2026. Quelle importance accordez-vous aux questions de transition énergétique et d'indépendance énergétique locale dans votre choix de vote pour les élections municipales de 2026 ?



Au global

87%

des citoyens accordent de l'importance aux questions de transition et d'indépendance énergétique

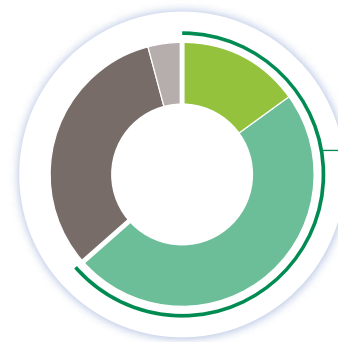
● 32% Prioritaire

● 35% Important mais pas prioritaires

● 30% Secondaire

Question aux maires

Pensez-vous que les questions de transition énergétique dans votre territoire constitueront une priorité des électeurs dans votre commune à l'occasion des élections municipales de mars 2026 ?



Au global

64%

des maires pensent que les questions de transition énergétique constitueront une priorité des électeurs

● 15% Oui, tout à fait

● 48% Oui, plutôt

● 32% Non, plutôt pas

● 4% Non, pas du tout

Analyse

Alors que 87% des citoyens affirment que ce sujet influencera leur vote en 2026, seuls 64% des maires partagent cette perception. Ce décalage de 23 points (87% vs 64%) constitue un angle mort stratégique majeur pour les équipes municipales en place, sous-estimant la pression démocratique.

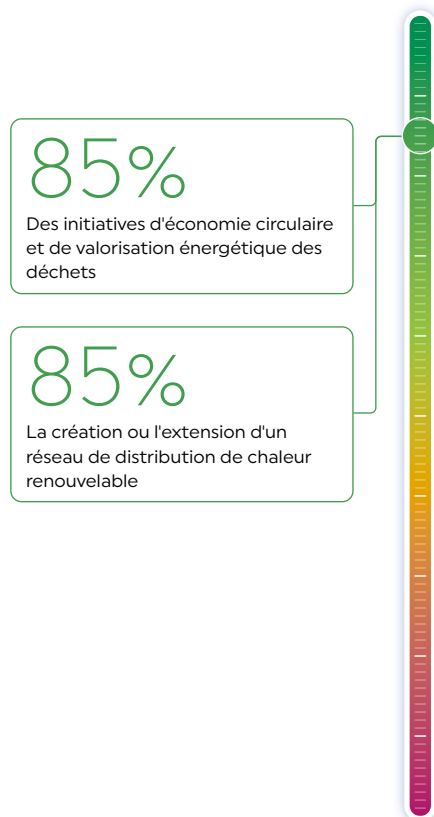
Cette sous-estimation se manifeste également dans le niveau de priorité. Si 50% des maires considèrent la transition comme « Prioritaire » pour leur propre programme, seuls 15% d'entre eux anticipent que le sujet sera « Tout à fait » prioritaire pour leurs électeurs. La perception de la priorité diffère même au sein de l'exécutif local : 54% des DGS/DGA jugent le sujet prioritaire dans leur programme, contre 48% des élus.

Cette nuance démontre que l'urgence de l'action est ressentie avec plus d'acuité par l'administration, garante de la planification à long terme, que par le personnel politique, soumis à l'arbitrage des priorités de court terme.

Cette sous-estimation est d'autant plus problématique que l'analyse détaillée des intentions de vote révèle un « mandat citoyen » particulièrement fort pour certaines actions.

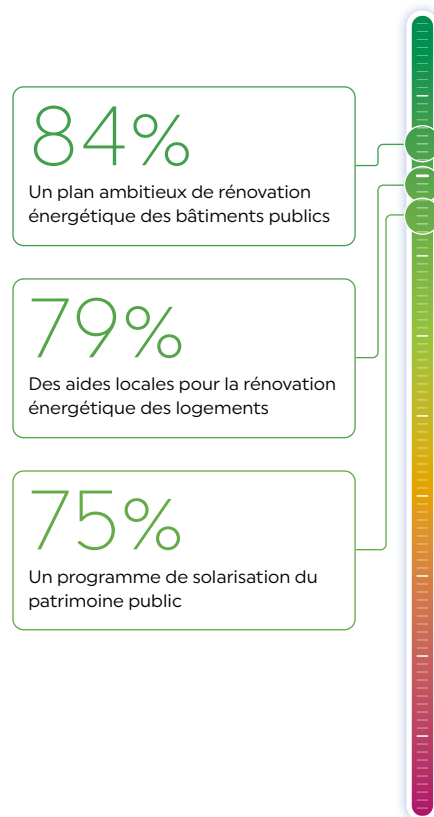
Question aux citoyens

Et plus précisément, pour chacune des propositions suivantes en matière de transition énergétique dans votre commune, diriez-vous qu'elles joueront un rôle important ou non dans votre choix de vote aux élections municipales de 2026 ?



Question aux citoyens

Et plus précisément, pour chacune des propositions suivantes en matière de transition énergétique dans votre commune, diriez-vous qu'elles joueront un rôle important ou non dans votre choix de vote aux élections municipales de 2026 ?



L'électorat valorise particulièrement les initiatives d'économie circulaire et de valorisation énergétique des déchets ainsi que la création ou l'extension d'un réseau de chaleur renouvelable.

Analyse

L'électorat valorise particulièrement les initiatives d'économie circulaire et de valorisation énergétique des déchets (85% important) ainsi que la création ou l'extension d'un réseau de chaleur renouvelable (85% important). La rénovation des bâtiments publics (84%) et le soutien aux logements privés (79%) sont également considérés comme des facteurs déterminants du vote.



Question aux citoyens

Souhaiteriez-vous être davantage impliqué dans les décisions de votre commune concernant la transition énergétique et la production locale d'énergie ?



60%

des citoyens sont prêts à s'impliquer davantage

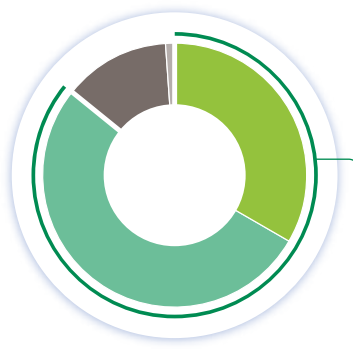
- 4% Oui, certainement
- 15% Oui, probablement
- 32% Non, probablement pas
- 10% Non, certainement pas

Analyse

60% des Français souhaitent être davantage impliqués dans les décisions de leur commune concernant la transition énergétique, notamment les moins de 35 ans (69%) et les habitants de l'agglomération parisienne (66%). Les élus semblent avoir saisi cette attente, puisque 85% d'entre eux déclarent vouloir impliquer davantage leurs administrés.

Question aux maires

Comptez-vous impliquer davantage vos administrés dans les décisions concernant la transition énergétique et la production locale d'énergie ?



85%

des maires comptent impliquer davantage leurs administrés

- 33% Oui, certainement
- 52% Oui, probablement
- 13% Non, probablement pas
- 1% Non, certainement pas

Question aux maires

Pour accélérer vos chantiers stratégiques de transition énergétique, quels seraient les deux soutiens dont vous auriez le plus besoin ?

67%

Information régulière pendant le développement des projets

60%

Consultation en amont des projets

44%

Financement participatif des projets

39%

Création de comités de suivi citoyens

28%

Gouvernance partagée (SEM, coopératives)

Analyse

L'élu local cherche à compléter sa légitimité électorale par une légitimité d'exercice. L'information (67%) et la consultation (60%) constituent la colonne vertébrale de cette stratégie, l'objectif principal étant l'acceptabilité des projets.

En revanche, le partage réel du pouvoir de décision via la gouvernance partagée (SEM, coopératives) n'est envisagé que

par une minorité (28%), démontrant que le mandat démocratique est encore très majoritairement conçu comme une responsabilité non-délégable de l'élu.

Le financement participatif (44%) se positionne comme un outil intermédiaire puissant, permettant d'associer le citoyen au capital sans lui déléguer la gestion opérationnelle.

Le mandat citoyen : de l'opportunité électorale à l'action partagée

L'Observatoire 2025 révèle un fait politique majeur : 87 % des citoyens feront de la transition énergétique un enjeu de leur vote en 2026. L'écart avec la perception des maires (64 %) n'est pas un « angle mort » ; c'est une opportunité stratégique. Ce chiffre est l'argument politique dont les élus ont besoin pour contrer le récit du « backlash écologique » et justifier des investissements structurants, même en période de « purge » budgétaire.

Ce mandat est précis. Les citoyens ne demandent pas une écologie de principe, ils plébiscitent des infrastructures locales et résilientes : 85 % pour la valorisation énergétique des déchets et 85 % pour les réseaux de chaleur. Pourtant, ce plébiscite se heurte à une frilosité (seuls 29 % des maires priorisent les réseaux) , née de la crainte de la complexité technique, financière et du risque politique de ces projets de long terme.

Le véritable décalage n'est donc pas l'intention, mais la méthode. L'étude montre un « fossé de la gouvernance » : 60 % des citoyens veulent être « davantage impliqués », mais seuls 28 % des maires envisagent la « gouvernance partagée » (SEM, coopératives), s'arrêtant à la consultation (60 %). Or, cette consultation passive ne suffit plus à garantir l'acceptabilité des grands projets, comme le confirment les échecs de projets cités en 2024 et les travaux du Cerema.

Cette crainte de la complexité (le 28 %) est aujourd'hui dépassée. Les modèles de gouvernance partagée (SEM, projets citoyens) ne relèvent plus de l'expérimentation ; ils sont matures, robustes et activement soutenus par des acteurs publics comme l'ADEME. Ils sont la solution la plus efficace pour dé-risquer politiquement un projet.

L'alignement quasi-parfait entre l'intérêt des citoyens pour l'investissement local (45 %) et l'ouverture des maires au financement participatif (44 %) est la passerelle. C'est un premier pas vers le partage de la valeur, avant le partage de la décision.

En tant qu'opérateur de long terme, le rôle d'Idex a changé. Il ne s'agit plus seulement de financer et d'exploiter une infrastructure en Délégation de Service Public. Notre métier est devenu celui d'un « ensemblier », capable d'apporter l'ingénierie juridique et financière pour structurer ces nouveaux partenariats. Nous aidons les élus à transformer le « risque » de la gouvernance partagée (le 28 %) en un levier de confiance, pour enfin répondre au mandat massif des 85 % de citoyens.

En tant qu'opérateur de long terme, le rôle d'Idex a changé.

Notre métier est devenu celui d'un "ensemblier", capable d'apporter l'ingénierie juridique et financière pour structurer ces nouveaux partenariats.



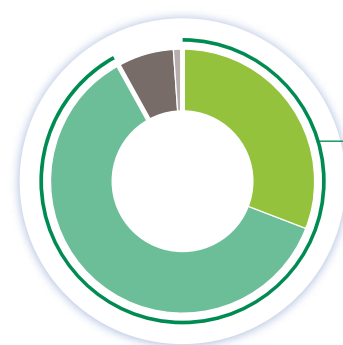
Le paradoxe de l'action : agir n'est pas suffisant

L'écart massif entre l'action perçue par les élus et celle reconnue par les citoyens constitue le paradoxe central de la transition énergétique territoriale. Cette déconnexion ne résulte pas d'une inaction des collectivités, mais d'un déficit de visibilité et de compréhension des initiatives engagées.



Question aux **maires**

Diriez-vous que votre commune/collectivité locale est active ou non en matière de transition énergétique ?



Au global

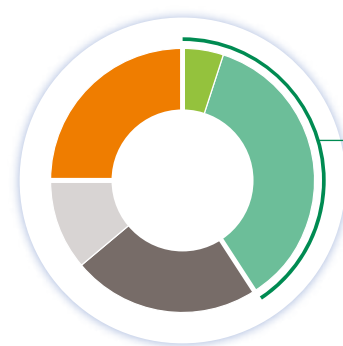
92%

des maires estiment que leur commune/collectivité est active en matière de transition énergétique

- 31% Très active
- 61% Plutôt active
- 7% Plutôt pas active
- 1% Pas du tout active

Question aux **citoyens**

Diriez-vous que la commune où vous habitez est active ou non en matière de transition énergétique ?



Au global

41%

des citoyens estiment que leur commune de résidence est active en matière de transition énergétique

- 5% Très active
- 36% Plutôt active
- 23% Plutôt pas active
- 11% Pas du tout active
- 25% Je ne sais vraiment pas

Analyse

L'étude met en évidence un décalage spectaculaire de 51 points entre l'action revendiquée par les élus (92% se déclarent actifs) et sa perception par les citoyens (41% partagent ce sentiment).

Ce « fossé » révèle que la majorité des efforts engagés, malgré leur réalité opérationnelle, ne sont pas convertis en capital politique, créant un déficit démocratique critique. L'engagement des collectivités est pourtant quasi unanime, le taux d'activité déclaré étant stable quelle que soit la taille de la commune, oscillant entre 89% et 94%.

Cette unanimité interne des exécutifs locaux confirme que le problème est avant tout celui de la reconnaissance externe de l'action. Plus alarmant, 59% des Français soit doutent (34%) soit ignorent (25%) l'engagement de leur commune, le quart des « Je ne sais pas » étant un marqueur fort du déficit de communication locale.

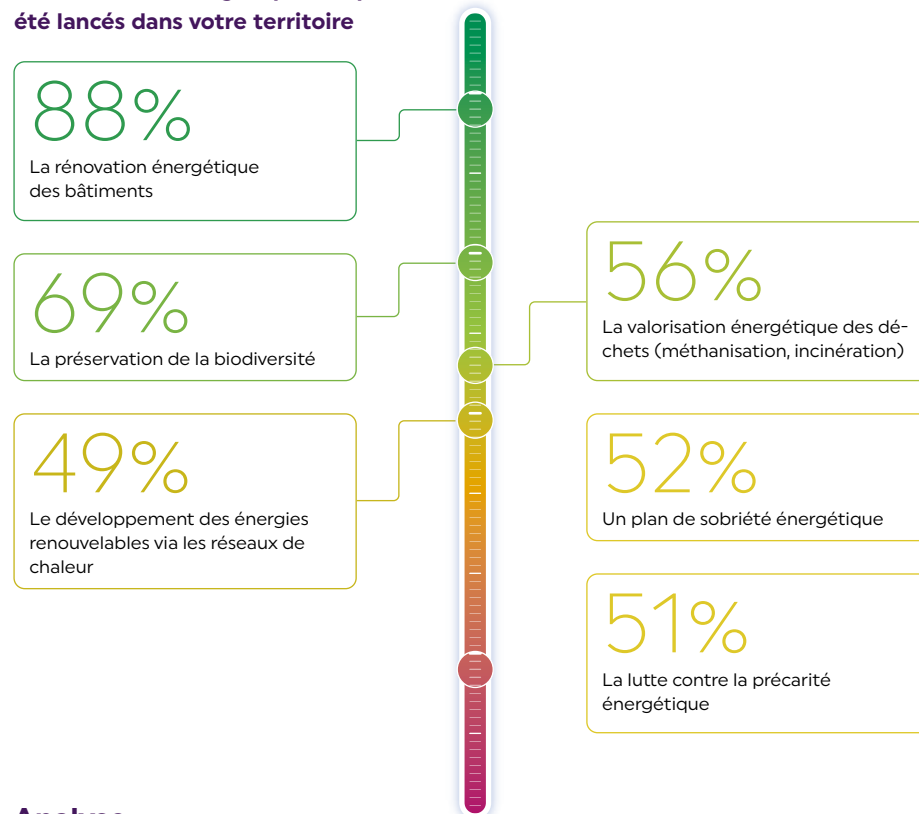
L'analyse détaillée des perceptions citoyennes confirme que cette invisibilité frappe de plein fouet les chantiers structurants, confirmant que l'action est réelle, mais demeure largement souterraine.



Ce « fossé » révèle que la majorité des efforts engagés, malgré leur réalité opérationnelle, ne sont pas convertis en capital politique, créant un déficit démocratique critique.

Question aux maires

Parmi les différents chantiers suivants liés à la transition énergétique, lesquels ont été lancés dans votre territoire



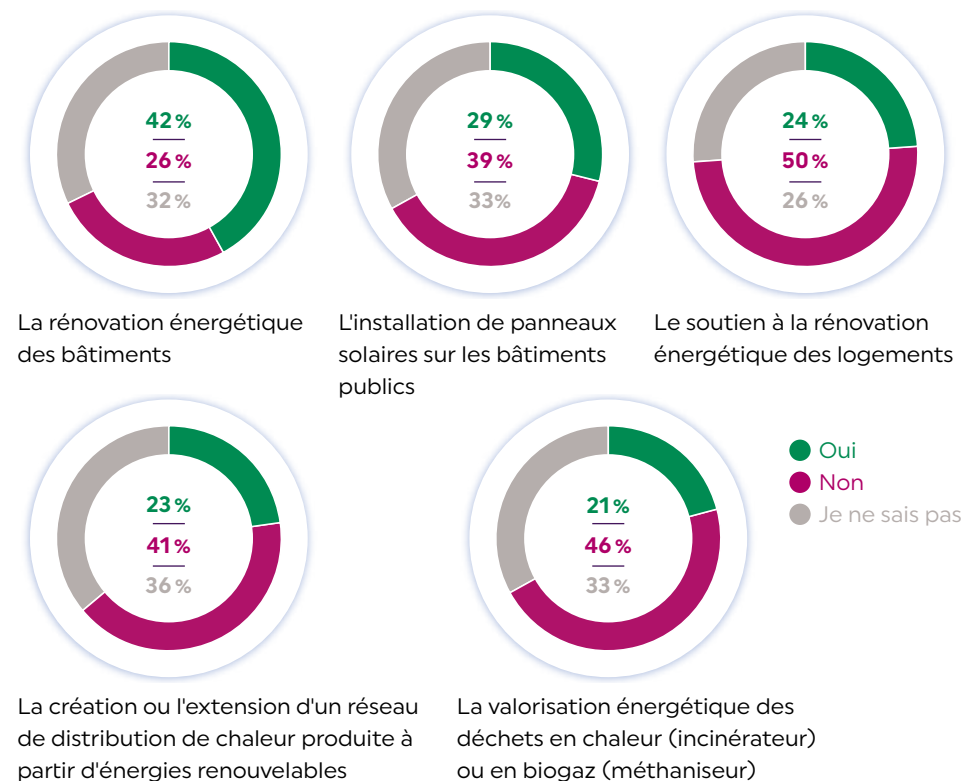
Analyse

La rénovation énergétique des bâtiments publics, bien que chantier phare lancé par 88% des collectivités, n'est perçue comme réalisée que par 42% des citoyens. C'est la seule action dont la perception active est proche de la moitié des citoyens, même si 32% d'entre eux l'ignorent. L'écart est encore plus saisissant pour les projets d'infrastructures lourdes et complexes.

Par exemple, le développement des énergies renouvelables via les réseaux de chaleur, chantier initié par 56% des maires, n'est perçu comme mis en place que par 23% du public, tandis que 36% déclarent ne pas savoir. De même, la valorisation énergétique des déchets, engagée par 49% des communes, n'est connue que de 21% des Français, et 33% l'ignorent. Près de 4 Français sur 5 déclarent que rien n'a été entrepris ou

Question aux citoyens

D'après ce que vous en savez, chacune des actions suivantes a-t-elle été mise en place dans votre commune au cours des dernières années ?



ignorent si quelque chose a été fait concernant des initiatives comme le réseau de chaleur (77% de « non » ou « ne sait pas ») ou la valorisation énergétique des déchets (79%). Cette fracture de perception varie d'ailleurs selon la taille de l'agglomération : elle est la plus faible dans les communes rurales, où seulement 31% des habitants estiment leur commune active, tandis que ce taux atteint 48% dans l'agglomération parisienne.

Cette gradation s'explique par la nature des projets : les grandes infrastructures centralisées (réseaux de chaleur) typiques des grandes villes sont intrinsèquement plus visibles que les actions plus diffuses menées en zone rurale. Le défi de « rendre l'invisible visible » s'impose donc comme une priorité stratégique pour les exécutifs locaux à l'approche des élections de 2026.

De l'invisible au partagé : la pédagogie comme nouveau moteur

Le "fossé de perception" de 51 points révéle par notre étude – 92% des maires qui agissent face à seulement 41% des citoyens qui le perçoivent – n'est pas un simple échec de communication ; il est le symptôme d'un échec collectif de pédagogie. La cause première de cette distorsion est l'angle mort structurel du débat public. La transition énergétique est quasi exclusivement médiatisée sous l'angle de l'électricité (le solaire, l'éolien, le véhicule électrique), occultant son enjeu principal : la chaleur.

Ce "parent pauvre" du débat représente pourtant près de 50% de l'énergie finale consommée en France et reste aux deux tiers carbonée. L'ampleur du défi de la décarbonation est claire. Cette situation appelle une hiérarchisation pertinente des actions. Le faible taux de perception d'infrastructures lourdes et structurantes comme les réseaux de chaleur (que 56% des maires ont lancés, mais que seulement 23% des citoyens perçoivent) et la valorisation énergétique des déchets (49% des maires engagés contre 21% de perception citoyenne) démontre clairement l'impact de cette distorsion médiatique.

Face à ce "déficit de communication", les "torts sont partagés". Les collectivités, nos partenaires, peinent à rendre visibles et désirables des infrastructures techniques, complexes, souvent souterraines. Mais les opérateurs industriels doivent prendre leur "part de responsabilité" dans cet échec. Nous

avons trop longtemps cru que notre excellence technique se suffisait à elle-même, en échouant dans notre mission de pédagogie et de "mise en récit" de nos actions.

Ce manque de visibilité des actions concrètes crée, en retour, un profond risque politique pour les exécutifs locaux. Alors que 87% des citoyens considèrent la Transition comme déterminante pour leur vote en 2026, l'absence de reconnaissance de l'action locale (ignorée ou doutée par 59% du public) fragilise la légitimité d'exercice du politique, malgré l'engagement quasi unanime des territoires (99% ont engagé au moins un chantier).

La solution, comme le conclut ce chapitre, est de "passer d'une logique d'annonce à une démarche de valorisation continue des résultats". Cette valorisation ne peut plus être un simple effort de communication descendant ; elle doit être incarnée et devenir un dialogue. Le levier le plus puissant pour opérer cette bascule est l'implication citoyenne, et notamment le financement participatif.

L'alignement quasi-parfait entre l'intérêt des citoyens pour l'investissement local (45% se disent intéressés) et l'ouverture des maires à cet outil (44% l'envisagent) est la passerelle pour combler le fossé de perception. En devenant investisseur, le citoyen n'est plus un simple administré passif ; il devient un partenaire qui exige et reçoit cette "valorisation continue".

Le financement participatif n'est plus alors un simple outil financier, il devient le premier outil de communication du projet. Il force la transparence, garantit l'appropriation, et transforme le "fossé de perception" en un pont de confiance durable. Notre rôle, en tant qu'ensemblier, est d'apporter l'ingénierie nécessaire pour structurer ces modèles de partenariat et transformer le "risque" de la gouvernance partagée (que seulement 28% des maires envisagent) en un levier d'acceptabilité politique.

Le financement participatif n'est plus alors un simple outil financier, il devient le premier outil de communication du projet.



5 recommandations stratégiques pour les élus à l'approche de 2026

Une urgence partagée, des priorités à aligner _____	24
La rénovation du bâti : levier N°1, enjeu électoral et fracture financière _____	28
Les préoccupations énergétiques : entre économie et écologie _____	32
Nouveaux modèles de financement : du CPE au financement participatif, les solutions existent _____	36
Le mandat citoyen : une attente d'ambition sous-estimée _____	40
Le paradoxe de l'action : agir n'est pas suffisant _____	44

Adopter le CPE et le tiers-financement pour agir sans CAPEX

La pénétration du capital privé nécessite l'adoption de modèles financiers innovants qui permettent de transformer des infrastructures complexes en actifs financiers "investissement grade", tout en déchargeant la collectivité du risque financier et opérationnel.

→ **Le tiers-financement et le Contrat de Performance Énergétique (CPE) – Le « Zéro CAPEX »** : Ce mécanisme est crucial pour débloquer l'action locale en période de contrainte budgétaire. Il permet à l'opérateur privé d'assumer 100 % des coûts de conception, de financement et de réalisation (CAPEX).

Le remboursement de l'investissement est ensuite garanti contractuellement, s'opérant directement sur les **économies d'énergie réalisées** par la collectivité ou l'industriel. L'investissement initial est ainsi transformé en une simple charge d'exploitation (OPEX), couverte par les bénéfices immédiats générés, isolant les clients de la volatilité des marchés de l'énergie. Ce transfert de risque complet permet à la collectivité d'acheter un **résultat** (performance garantie) plutôt qu'une simple construction.

→ **Les Power Purchase Agreement (PPA)** : appliqué notamment aux projets solaires, ce modèle permet à l'opérateur-investisseur de prendre en charge l'intégralité des coûts, sans de-

mander de CAPEX à la collectivité. En contrepartie, elle s'engage à acheter l'électricité produite localement à un **prix fixe garanti sur une longue durée** (15 à 25 ans). Cette approche offre une protection absolue contre la volatilité des marchés de l'énergie.

→ **Les prêts liés au développement durable** : ces instruments valident la solidité de l'opérateur intégré, garantissant sa capacité à exécuter sa stratégie de croissance à long terme. À la différence des **Green Bonds** qui flèchent les fonds vers des actifs spécifiques, le prêt finance la stratégie globale de l'entreprise et indexe son taux d'intérêt sur l'atteinte de ses objectifs de performance ESG. L'opération de refinancement de 1,7 milliard d'euros réalisée par IDEX fin 2023, impliquant de grandes banques et institutions financières (BNP Paribas, Crédit Agricole CIB, Natixis, Infrantry, Axa Investment Managers, Goldman Sachs Asset Management), illustre la confiance accordée par les marchés de capitaux à ce type de modèle économique, le jugeant "bancable" et fiable.

Mobiliser le financement participatif pour transformer les citoyens en partenaires

La réussite de la transition dépend également de son acceptabilité politique et citoyenne, ce qui rend l'intégration des citoyens aux modèles de financement un levier stratégique.

→ **Le financement participatif (Crowdfunding)** : bien qu'il ne s'agisse pas d'une source de financement primaire, le financement participatif est un outil puissant de **gouvernance de projet**. Il transforme les citoyens d'une potentielle opposition en **partenaires financiers actifs** en leur permettant d'investir leur épargne (avec un taux d'intérêt bonifié pour les locaux) dans des projets d'énergies renouvelables. Cette approche répond directement à l'attente de 60 % des Français de vouloir être davantage impliqués dans les décisions locales de transition énergétique, et à l'intérêt de 45 % d'entre eux pour des placements financiers dans ces projets locaux.

→ **Les prêts garantis par l'État** : face à la perspective de financements nationaux réduits, 47 % des maires privilégient les prêts à taux attractifs garantis par l'État pour sécuriser et accélérer les investissements, reconnaissant ainsi la nécessité d'un effet de levier sur le marché de la dette.

Le changement de posture s'impose

L'enjeu pour les élus locaux est de sortir de l'attente structurelle de subventions publiques. La seule voie viable consiste à changer de posture : les collectivités ne doivent plus chercher à financer une construction, mais à s'associer à l'opérateur de confiance pour acheter une performance garantie. Ce modèle, qui repose sur la capacité du secteur privé à mobiliser un capital patient et à absorber le risque technique et financier, est une voie pour concilier l'urgence de la transition avec les contraintes budgétaires historiques.



Élever le niveau d'ambition pour répondre aux 87% d'attente citoyenne

L'Observatoire 2025 révèle une demande des citoyens puissante mais sous-estimée par les élus. Cette attente d'ambition constitue une opportunité politique majeure pour les maires qui sauront s'en saisir à l'approche des élections de 2026. Pour transformer cette demande en actions concrètes, trois approches complémentaires sont recommandées :

→ **Élever le niveau d'ambition** : Les programmes municipaux 2026 doivent intégrer des objectifs de transition énergétique plus ambitieux, en phase avec les attentes citoyennes. L'Observatoire montre que les électeurs valoriseront particulièrement les initiatives d'économie circulaire (85%), les réseaux de chaleur renouvelable (85%) et la rénovation énergétique des bâtiments publics (84%). Ces chantiers doivent être placés au cœur des projets politiques, et non plus à leur périphérie.

→ **Co-construire avec les citoyens** : Les 60% de Français qui souhaitent être davantage impliqués dans les décisions énergétiques de leur commune représentent une force de proposition et d'action considérable. Au-delà des traditionnelles consultations, les élus doivent expérimenter des formes plus engageantes de participation : budgets participatifs dédiés à la transition énergétique, conventions citoyennes locales, ou gouvernance partagée des infrastructures énergétiques (SEM, coopératives).

→ **Faire de la transition un marqueur de compétence** : Les maires doivent réaliser que la maîtrise des enjeux énergétiques est désormais perçue comme un indicateur de leur compétence globale. Un programme ambitieux et crédible en la matière renforce la légitimité du candidat sur d'autres domaines comme la gestion financière ou le développement économique. Cette approche permet de dépasser le clivage traditionnel entre écologie et économie, en faisant de la transition énergétique un outil de bonne gestion.

Au-delà des traditionnelles consultations,
les élus doivent expérimenter des formes plus engageantes de participation.



Comblent le fossé de perception par une communication continue et incarnée

Face au gouffre de perception identifié (92 % des maires agissent, 59 % des citoyens l'ignorent), une refonte complète de la stratégie de communication autour des projets de transition énergétique s'impose. Cette transformation doit s'articuler autour de trois principes directeurs :

→ Traduire le technique en concret

Les élus doivent systématiquement convertir les données techniques (kWh, tonnes de CO₂ évitées) en bénéfices tangibles pour les citoyens. Par exemple, plutôt que d'annoncer « une chaufferie biomasse de 4 MW », communiquer sur « une installation qui stabilisera la facture de chauffage de 2 000 foyers face aux fluctuations des prix du gaz ».

→ Rendre visible l'invisible

Les infrastructures énergétiques, souvent discrètes, doivent être mises en scène dans l'espace public. L'installation de compteurs pédagogiques sur les bâtiments publics rénovés, l'organisation de visites citoyennes des installations, ou la création d'applications mobiles permettant de visualiser en temps réel les économies réalisées sont autant de moyens de matérialiser l'action municipale.

→ Personnaliser l'impact

La communication doit permettre à chaque citoyen de comprendre l'impact des projets sur son quotidien. Des témoignages d'habitants bénéficiant déjà des solutions mises en place, des simulateurs de facture avant/après le raccordement à un réseau de chaleur, ou des comparaisons avec d'autres communes similaires peuvent créer cette connexion personnelle.

Cette stratégie de communication renouvelée doit s'intégrer dès la conception des projets, et non plus être considérée comme une simple fonction support. Elle devient un élément constitutif de la réussite politique de la transition énergétique territoriale.

Cette stratégie de communication renouvelée doit s'intégrer dès la conception des projets, et non plus être considérée comme une simple fonction support.



Incarner la figure du « maire bâtisseur » de la résilience territoriale

À l'aube des municipales de 2026, et face à un horizon national incertain, les Français attendent de leur maire qu'il soit un « bâtisseur » – non seulement de bâtiments, mais de résilience, de stabilité et de pouvoir d'achat. Notre étude montre que la transition énergétique, si elle est bien menée et bien communiquée, n'est plus une politique sectorielle parmi d'autres. Elle est devenue le principal terrain sur lequel cette nouvelle forme de leadership local peut s'exercer et être reconnue par les citoyens.

Les élus qui sauront s'emparer de cet enjeu avec pragmatisme et pédagogie ne répondront pas seulement à une urgence climatique, ils forgeront leur légitimité politique pour le mandat à venir.

Dans un contexte marqué par la triple tension démocratique, budgétaire et politique, la Transition Énergétique offre paradoxalement une opportunité unique de réconcilier des aspirations souvent perçues comme contradictoires : l'ambition écologique et la protection du pouvoir d'achat, l'autonomie locale et l'interdépendance territoriale, l'action immédiate et la vision à long terme.

L'Observatoire de la Transition Énergétique 2025 dessine ainsi les contours d'un nouveau contrat entre les maires et

leurs administrés. Un contrat fondé sur la transparence des actions, la co-construction des solutions et l'innovation dans les modèles économiques.

Un contrat qui fait de la transition énergétique non pas une contrainte technique ou une obligation morale, mais le socle d'un projet politique porteur de sens et créateur de valeur pour les territoires.

Les élus qui parviendront à incarner cette figure du « maire bâtisseur » de la transition énergétique territoriale seront ceux qui, en 2026, transformeront le défi climatique en leur plus grande réussite politique.

Un contrat qui fait de la transition énergétique non pas une contrainte technique ou une obligation morale, **mais le socle d'un projet politique porteur de sens et créateur de valeur pour les territoires.**

Annexe

Volet citoyens

Méthodologie détaillée de l'étude

→ Échantillon

2 000 personnes constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de plus de 18 ans.

→ Méthode

Interrogation par Internet via l'Access Panel Online d'Ipsos

→ Dates de terrain

Du 16 au 18 juin 2025

→ Représentativité

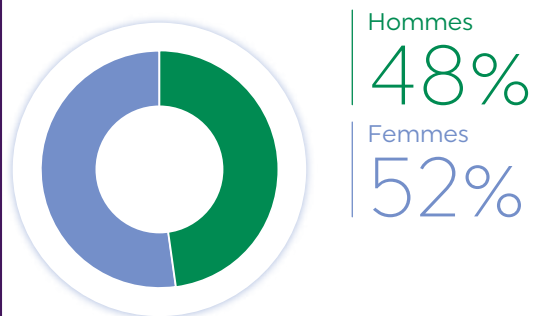
Échantillon sélectionné et pondéré selon des critères de sexe, âge, catégorie socio-professionnelle, région et catégorie d'agglomération

→ Fiabilité

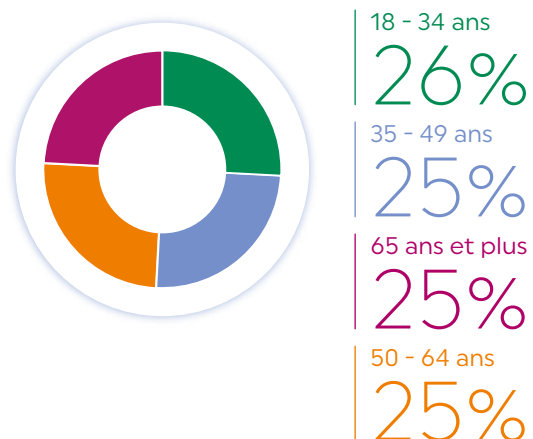
Pour un échantillon de 2000, l'intervalle de confiance est de 95 %

Répartition de l'échantillon

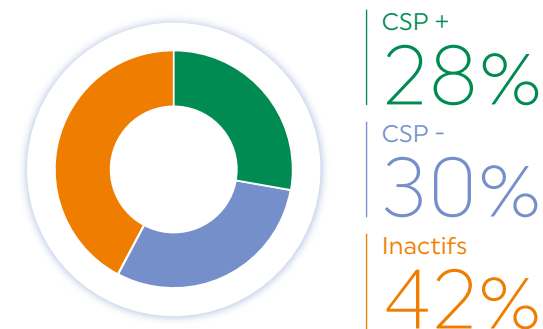
Genre



Tranche d'âge



Catégorie socioprofessionnelle



Corpus de questions et résultats bruts

Parmi les préoccupations suivantes liées à l'énergie, lesquelles sont les plus importantes pour vous personnellement ?

Préoccupation	Ensemble	Moins de 35 ans	35 à 59 ans	60 ans et plus	Rural	Agglomération de Paris
Le coût de l'énergie pour votre foyer	72%	65%	77%	72%	79%	66%
Les conséquences du changement climatique	52%	50%	49%	56%	48%	54%
La dépendance énergétique de la France	39%	32%	36%	47%	36%	38%
La sécurité de l'approvisionnement	27%	24%	24%	32%	26%	28%
L'impact environnemental de votre consommation	24%	32%	24%	19%	19%	31%
L'impact des infrastructures sur les paysages	15%	18%	13%	16%	18%	17%

Parmi les actions suivantes, lesquelles devraient, selon vous, être prioritaires pour votre commune en matière de transition énergétique ?

Perception de l'activité	Ensemble	Rural	2 000 - 19 999 habitants	20 000 - 99 999 habitants	100 000 habitants et plus	Agglomération de Paris
La valorisation énergétique des déchets	51%	54%	48%	54%	49%	51%
La rénovation énergétique des bâtiments publics	47%	39%	43%	49%	51%	51%
L'aide à la rénovation énergétique des logements privés	39%	33%	38%	39%	43%	43%
Le développement du solaire photovoltaïque	37%	40%	38%	36%	37%	35%
La création/extension d'un réseau de chaleur renouvelable	35%	31%	40%	32%	35%	40%
Aucune de ces actions	8%	10%	9%	6%	7%	5%

Diriez-vous que la commune où vous habitez est active ou non en matière de transition énergétique ?

Perception de l'activité	Ensemble	Rural	2 000 - 19 999 habitants	20 000 - 99 999 habitants	100 000 habitants et plus	Agglomération de Paris
Total Actif	72%	65%	77%	72%	79%	66%
Total Pas Actif	52%	50%	49%	56%	48%	54%
Je ne sais pas vraiment	39%	32%	36%	47%	36%	38%

D'après ce que vous en savez, chacune des actions suivantes a-t-elle été mise en place dans votre commune au cours des dernières années ?

Action mise en place (% Oui)	Ensemble	Rural	2 000 - 19 999 habitants	20 000 - 99 999 habitants	100 000 habitants et plus	Agglomération de Paris
La rénovation énergétique des bâtiments publics	42%	35%	46%	43%	43%	44%
L'installation de panneaux solaires sur les bâtiments publics	29%	18%	27%	28%	33%	35%
Le soutien à la rénovation énergétique des logements	24%	20%	28%	23%	26%	24%
La création ou l'extension d'un réseau de distribution de chaleur	23%	14%	21%	24%	29%	29%
La valorisation énergétique des déchets	21%	13%	13%	20%	26%	32%

Seriez-vous intéressé par le raccordement de votre logement à un réseau de chaleur renouvelable local (...) s'il était disponible là où vous habitez ?

Perception de l'activité	Ensemble	Rural	2 000 - 19 999 habitants	20 000 - 99 999 habitants	100 000 habitants et plus	Agglomération de Paris
Total Intéressé	68%	64%	59%	70%	77%	70%
Total Pas Intéressé	17%	20%	22%	15%	12%	15%
Ne sais pas ce que c'est	15%	16%	19%	15%	11%	15%



Pour quelles raisons principales seriez-vous intéressé au raccordement de votre logement à un réseau de chaleur local ?

Raison d'intérêt	Ensemble	Intéressé	Pas intéressé	Agglomération de Paris
Des économies sur la facture énergétique	72 %	65 %	77 %	66 %
Un prix du chauffage stable dans le temps	52 %	50 %	49 %	54 %
Les impacts environnementaux et climatiques réduits	39 %	32 %	36 %	38 %
Une chaleur produite à partir d'énergies qui ne seraient pas importées	27 %	24 %	24 %	28 %
La fiabilité du système de chauffage	24 %	32 %	24 %	31 %

Parmi les deux propositions suivantes, laquelle correspond le plus à ce que vous pensez ?

Préférence	Ensemble	Revenu < 24 000€	Revenu > 24 000 €	Rural	Agglomération de Paris
Énergie propre et locale (coût potentiellement >)	65 %	59 %	69 %	65 %	68 %
Énergie la moins chère (pollue/ importe +)	35 %	41 %	31 %	35 %	32 %

Seriez-vous prêt à payer un peu plus cher pour une énergie produite localement ?

Préférence	Ensemble	Revenu < 24 000€	Revenu > 24 000 €	Rural	Agglomération de Paris
Total Oui (Total % plus Cher)	51 %	46 %	56 %	46 %	46 %
Oui, jusqu'à 5% de plus cher	32 %	27 %	38 %	31 %	31 %
Non, je ne suis pas prêt à payer plus cher	49 %	54 %	44 %	54 %	54 %

Si vous n'avez pas réalisé de travaux, quels sont les principaux freins ?

Freins (Base : propriétaires n'ayant pas réalisé de travaux)	Ensemble
Le coût trop élevé	57 %
Ce n'est pas nécessaire car mon logement est déjà performant énergétiquement	32 %
La complexité des démarches administratives	19 %
Un manque d'information sur les aides disponibles	13 %
Des difficultés à trouver des artisans qualifiés	13 %

Seriez-vous intéressé(e) par la possibilité de réaliser des placements financiers dans des projets d'énergies renouvelables locaux (...) ?

Intérêt pour le placement financier	Ensemble	Ensemble < 15 000 €	Ensemble > 15 000 €
Total intéressé	45 %	43 %	51 %
Total pas intéressé	55 %	57 %	49 %

Souhaiteriez-vous être davantage impliqué dans les décisions de votre commune concernant la transition énergétique et la production locale d'énergie ?

Intérêt pour le placement financier	Ensemble	Moins de 35 ans	60 ans et plus	Rural	Agglomération de Paris
Total Oui	60 %	69 %	54 %	57 %	66 %
Total Non	40 %	31 %	46 %	43 %	34 %

Quelle importance accordez-vous aux questions de transition énergétique et d'indépendance énergétique locale dans votre choix de vote pour les élections municipales de 2026 ?

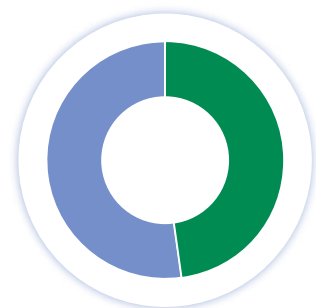
Intérêt pour le placement financier	Ensemble	Rural	100 000 habitants et plus	Agglomération de Paris
Total Important	87 %	87 %	88 %	89 %
Prioritaire	32 %	27 %	34 %	40 %
Secondaire	13 %	13 %	12 %	11 %

Et plus précisément, pour chacune des propositions suivantes en matière de transition énergétique dans votre commune, diriez-vous qu'elles joueront un rôle important ou non dans votre choix de vote aux élections municipales de 2026 ?

Intérêt pour le placement financier	Ensemble	Rural	Agglomération de Paris
Des initiatives d'économie circulaire et de valorisation énergétique des déchets	85 %	85 %	90 %
La création ou l'extension d'un réseau de distribution de chaleur renouvelable	85 %	84 %	86 %
Un plan ambitieux de rénovation énergétique des bâtiments publics	84 %	79 %	85 %
Des aides locales pour la rénovation énergétique des logements	79 %	77 %	86 %
Un programme de solarisation du patrimoine public	75 %	74 %	74 %

Volet élus

Méthodologie détaillée de l'étude



Genre

Hommes
48%
Femmes
52%



Tranche d'âge

18 - 34 ans
26%
35 - 49 ans
25%
65 ans et plus
25%
50 - 64 ans
25%

Cette annexe contient l'intégralité des questions et résultats bruts, segmentés par taille de commune et fonction (élus vs DGS/DGA).

Parmi les différents chantiers suivants liés à la transition énergétique, lesquels ont été lancés dans votre territoire ?

Chantier	Ensemble	5 000 - 9 999 hab.	50 000 hab. et plus	élus	DGS - DGA
La rénovation énergétique des bâtiments	88 %	90 %	82 %	90 %	85 %
La préservation de la biodiversité	69 %	69 %	71 %	75 %	58 %
Le développement des ENR via les réseaux de chaleur	56 %	52 %	72 %	57 %	55 %
Un plan de sobriété énergétique	52 %	50 %	66 %	57 %	40 %
La lutte contre la précarité énergétique	51 %	51 %	48 %	54 %	47 %
La valorisation énergétique des déchets	49 %	49 %	46 %	49 %	51 %

Diriez-vous que votre commune/collectivité locale est active ou non en matière de transition énergétique ?

Perception	Ensemble	5 000 - 9 999 hab.	50 000 hab. et plus	élus	DGS - DGA
Total Active	92 %	92 %	94 %	94 %	89 %
Très Active	31 %	29 %	29 %	32 %	31 %
Total pas Active	8 %	8 %	6 %	6 %	11 %

Parmi les préoccupations suivantes liées à l'énergie, lesquelles sont les plus importantes pour vous en tant qu'élus / que responsable d'une collectivité locale ?

Préoccupation	Ensemble	5 000 - 9 999 hab.	50 000 hab. et plus	élus	DGS - DGA
Le coût de l'énergie	83 %	84 %	85 %	82 %	84 %
Les conséquences du changement climatique	63 %	63 %	64 %	63 %	63 %
L'impact environnemental	57 %	57 %	65 %	56 %	59 %
L'impact des infrastructures sur les paysages	26 %	31 %	20 %	26 %	27 %
La sécurité de l'approvisionnement	22 %	20 %	14 %	22 %	21 %

Parmi les deux propositions suivantes, laquelle correspond le plus à votre opinion ?

Préoccupation	Ensemble	5 000 - 9 999 hab.	50 000 hab. et plus	élus	DGS - DGA
Énergie propre et locale (coût potentiellement >)	91%	92%	89%	90%	93%
Énergie la moins chère (pollue/importe +)	9%	8%	11%	10%	7%

Quelle importance accordez-vous aux questions de transition énergétique (...) dans votre programme ou vos priorités pour ces élections ?

Importance	Ensemble	5 000 - 9 999 hab.	50 000 hab. et plus	élus	DGS - DGA
Total Important	92%	91%	98%	92%	92%
Prioritaire	50%	49%	55%	48%	54%
Secondaire	7%	9%	2%	8%	7%

Pensez-vous que les questions de transition énergétique dans votre territoire constitueront une priorité des électeurs (...) ?

Importance	Ensemble	5 000 - 9 999 hab.	50 000 hab. et plus	élus	DGS - DGA
Total Oui	64%	61%	68%	63%	65%
Total Non	35%	33%	30%	36%	34%

Pensez-vous que les questions de transition énergétique dans votre territoire constitueront une priorité des électeurs (...) ?

Proposition	Ensemble	5 000 - 9 999 hab.	50 000 hab. et plus	élus	DGS - DGA
Rénovation énergétique des bâtiments publics	57%	62%	45%	55%	62%
Développement du solaire sur le patrimoine public	45%	46%	46%	46%	43%
Création/extension d'un réseau de chaleur renouvelable	29%	26%	31%	31%	23%
Valorisation énergétique des déchets	24%	27%	36%	25%	23%

Face aux discussions actuelles concernant la réorganisation des opérateurs d'État (ADEME) et la possible réduction des financements nationaux pour la transition énergétique, quelle est votre position ?

Proposition	Ensemble	5 000 - 9 999 hab.	10 000 - 19 999 hab.	élus	DGS - DGA
Problématique (ne devrait pas être une variable d'ajustement)	69%	68%	74%	69%	71%
Évolution nécessaire compte tenu du contexte budgétaire	17%	20%	8%	17%	15%

Si ces réductions de financements nationaux se confirment, seriez-vous prêt(e) à envisager davantage de partenariats public-privé pour financer vos projets de transition énergétique ?

Ouverture aux PPP	Ensemble	10 000 - 19 999 hab.	50 000 hab. et plus	élus	DGS - DGA
Total Oui	77%	84%	69%	81%	69%
Oui, tout à fait	21%	22%	21%	22%	20%
Total Non	21%	13%	31%	19%	27%

Face à la probable baisse des subventions publiques, parmi les solutions suivantes, laquelle vous semble la plus adaptée pour financer les infrastructures énergétiques de votre territoire ?

Solution	Ensemble	50 000 hab. et plus	élus	DGS - DGA
Prêts à taux attractifs garantis par l'État	46%	47%	47%	44%
Contrats de concession de plus longue durée	29%	19%	30%	24%
Aucune de ces propositions	17%	21%	14%	25%

À quel point diriez-vous que vous vous sentez prêt(e) à relever les défis de la transition énergétique dans les années à venir ?

Sentiment de préparation	Ensemble	5 000 - 9 999 hab.	50 000 hab. et plus	élus	DGS - DGA
% Prêt	86%	86%	81%	87%	83%
Tout à fait prêt(e)	33%	28%	46%	34%	31%
% Pas prêt	14%	14%	19%	13%	17%

Pour accélérer vos chantiers stratégiques de transition énergétique, quels seraient les deux soutiens dont vous auriez le plus besoin ?

Soutien requis	Ensemble	5 000 - 9 999 hab.	50 000 hab. et plus	élus	DGS - DGA
Aides financières plus importantes	69 %	73 %	66 %	68 %	74 %
Une simplification administrative	43 %	45 %	48 %	44 %	41 %
Une formation des élus et des agents	41 %	40 %	39 %	41 %	39 %
L'apport de financements privés	16 %	14 %	13 %	16 %	17 %

Quelle importance accordez-vous à l'autonomie énergétique de votre territoire ?

Importance	Ensemble	5 000 - 9 999 hab.	20 000 - 49 999 hab.	élus	DGS - DGA
Total Important (Prioritaire + Secondaire)	83 %	81 %	88 %	83 %	83 %
Prioritaire	28 %	28 %	32 %	26 %	31 %
Pas pertinent	15 %	17 %	12 %	15 %	14 %

Comptez-vous impliquer davantage vos administrés dans les décisions concernant la transition énergétique et la production locale d'énergie ?

Intention	Ensemble	5 000 - 9 999 hab.	50 000 hab. et plus	élus	DGS - DGA
Total Oui	85 %	87 %	84 %	86 %	84 %
Oui, certainement	33 %	33 %	25 %	34 %	30 %
Total Non	14 %	13 %	16 %	13 %	15 %

Quels modes d'implication citoyenne comptez-vous mettre en œuvre parmi les suivants ?

Mode d'implication	Ensemble	10 000 - 19 999 hab.	50 000 hab. et plus	élus	DGS - DGA
Information régulière	67 %	64 %	69 %	67 %	67 %
Consultation en amont	60 %	56 %	51 %	60 %	59 %
Financement participatif	44 %	55 %	45 %	45 %	42 %
Gouvernance partagée	28 %	41 %	38 %	27 %	30 %



Remerciements

L'Observatoire de la Transition Énergétique des Territoires est le fruit d'une collaboration étroite entre Idex, Ipsos et Villes de France. Nous tenons à remercier l'ensemble des partenaires qui ont contribué à sa réalisation :

- **Ipsos**, pour la rigueur de sa méthodologie et la qualité de ses analyses
- **Villes de France**, pour son expertise des enjeux territoriaux et sa connaissance fine des collectivités
- **Les membres du Conseil Scientifique**, pour leur engagement et leurs précieuses contributions
- **Les 2 000 citoyens** qui ont accepté de partager leur perception et leurs attentes
- **Les équipes d'Idex**, mobilisées au quotidien pour accompagner les territoires dans leur transition énergétique
- **Nous remercions également par avance les 502 élus et cadres territoriaux** qui ont participé à l'enquête de cet automne 2025, et dont les réponses permettent d'affiner encore notre compréhension des dynamiques à l'œuvre dans les territoires.

À propos d'Idex

Idex est l'entreprise de référence du marché local de l'énergie bas-carbone. Depuis plus de 60 ans, Idex développe, conçoit, finance, construit et exploite des infrastructures énergétiques locales et bas carbone de fourniture de chaleur et d'électricité pour les bâtiments, les villes & l'industrie.

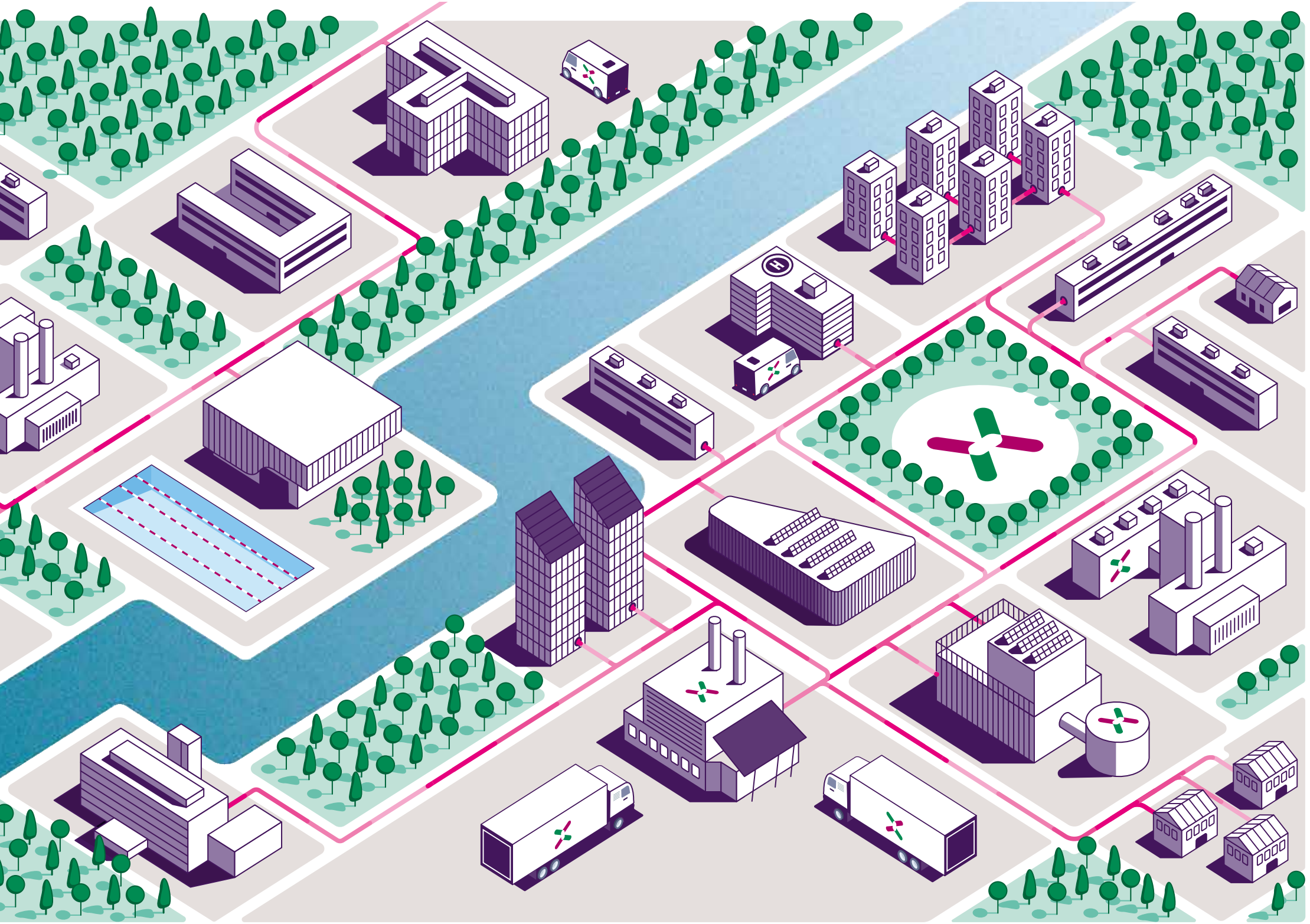
Idex est aujourd'hui le seul opérateur du marché verticalement intégré sur l'ensemble de la chaîne de valeur des énergies locales. Ainsi, nous intervenons de la production d'énergie thermique ou électrique à partir de ressources énergétiques locales et bas carbone (géothermie, déchets, biomasse, solaire), en passant par la distribution de cette énergie à travers les réseaux de chaleur et de froid jusqu'à l'optimisation de son usage final au sein des bâtiments industriels, résidentiels et tertiaires.

Notre expertise intégrée nous permet d'accompagner les collectivités dans toutes les dimensions de leur transition énergétique, de la conception à l'exploitation en passant par le financement des projets.

Chiffres clés

- 78 réseaux de chaleur et de froid en exploitation
- 18 000 bâtiments et infrastructures énergétiques bâtementaires gérés
- 65 000 installations énergétiques exploitées
- 851 080 tonnes de CO₂ évitées par an
- 6 400 collaborateurs engagés au service des territoires
- 360 millions d'euros d'investissements réalisés en 2025





Siège social
18-20 Quai du Point du Jour
92100 Boulogne-Billancourt
idex.fr





Crédits photos
Mediacenter IDEX, Adobe Stock

Contact
communication@idex.fr

Date de publication
Novembre 2025



Flashez ce QR Code
ou contactez-nous sur
idex.fr/nous-contacter

Mentions légales

La reproduction, la diffusion ou l'utilisation des contenus de ce document sont autorisées à des fins non commerciales, sous réserve :

→ de citer la source complète comme suit :

« Ipsos & IDEX – Transition énergétique et élections municipales 2026 »

→ de ne pas altérer ou dénaturer les informations présentées dans le document.
Pour toute autre utilisation (notamment commerciale ou à des fins promotionnelles), une autorisation préalable doit être sollicitée auprès des auteurs.



